



## **Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2009**

Au Conseil de la magistrature

Madame la Présidente,  
Madame, Messieurs les membres du Conseil,

Conformément l'art. 94 al. 4 LOJ et à votre lettre du 27 novembre 2009, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2009.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Madame, Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Le 11 février 2010

Les greffiers-chefs :

Marjorie Jaquet a Marca

Henri Angéloz

Le Président :

Georges Chanez

\*\*\*\*\*

## **PARTIE GENERALE**

### **I. REMARQUES GÉNÉRALES**

Durant l'année 2009, le Tribunal plénier s'est réuni à six reprises et la Commission administrative à sept reprises. Plusieurs décisions d'ordre administratif ont, de plus, été prises par voie de circulation. La Commission administrative a notamment rencontré au printemps Monsieur le Conseiller d'Etat Directeur de la sécurité et de la justice, en particulier au sujet des nouveaux codes de procédures fédérales.

Le Tribunal plénier et la Commission se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions de compétences et pris position lors de diverses consultations. Ils ont finalement dû se résoudre à mettre fin aux rapports de travail de la coordinatrice-organisatrice des projets informatiques, au terme de la période probatoire. Les inspections auxquelles ils ont procédé sur délégation du Conseil de la magistrature ont aussi constitué une charge significative.

Le Tribunal souhaitait la mise à sa disposition d'un bâtiment à même d'accueillir sous un même toit toutes ses sections et ses services. A l'issue du concours d'architecture, le Conseil d'Etat a demandé au Grand Conseil l'octroi d'un crédit pour l'aménagement à cet effet du bâtiment de l'ancien prieuré des Augustins. Opposés à ce projet, les juges cantonaux se sont mis à disposition des groupes du Grand Conseil afin de leur exposer leurs arguments. Lors de sa session de décembre 2009, cette autorité a accepté ce crédit. Le Tribunal reste convaincu de la justesse de ses arguments et du fait que ce site, décentré et n'offrant pas l'image d'une justice laïque, moderne et adaptée aux besoins des justiciables, est trop exigu en l'état et ne dispose d'aucune possibilité réelle d'extension. Il prend cependant acte de la décision prise et se préparera au mieux à son emménagement dans ces nouveaux locaux dès l'achèvement des transformations.

L'avant-projet de loi sur l'organisation de la justice a été mis en consultation en automne 2009. Dans sa détermination, le Tribunal cantonal a estimé que cet avant-projet était insatisfaisant tant par son contenu que par sa forme, qu'il était en effet extrêmement regrettable qu'aucune réflexion globale sur la justice fribourgeoise et son organisation n'ait été menée, en particulier sur un réaménagement des arrondissements judiciaires du canton de Fribourg. Il est de l'avis que l'adaptation du droit cantonal aux nouvelles lois de procédure fédérales peut être opérationnelle au 1er janvier 2011 grâce aux travaux des trois groupes de travail qui l'ont examinée et ont déposé des projets de lois, en attendant la refonte d'une loi d'organisation judiciaire digne de ce nom. Le projet de loi a été transmis au Grand Conseil et le Tribunal attend les décisions qui seront prises. Celles-ci sont en effet importantes en vue de son organisation dès l'an prochain.

La charge de travail du Tribunal est restée très importante en 2009. En raison de la surcharge de la Cour des assurances sociales, Anne-Sophie Peyraud, greffière-rapporteuse, a été nommée juge suppléante pour une durée de deux ans, à partir du 1er mars 2009. Ensuite de la maladie du président de cette Cour, dès la fin du mois d'octobre 2009, deux juges suppléantes ont encore été nommées pour une durée de six mois, à partir du 1er décembre 2009, à raison de 20 et 60 %. S'agissant des sections civile et pénale, un demi-greffier supplémentaire a pu être engagé à partir du 1er mars 2009 pour permettre d'absorber diverses causes importantes de la Cour d'appel pénal et de la 1ère Cour d'appel civil. Compte tenu de la charge de travail, cet apport reste indispensable et a pu être prolongé pour le 1er semestre 2010. Il est nécessaire qu'il puisse encore l'être par la suite. Un crédit a été accordé dès cette année et pour trois ans afin d'engager un chef de projet qui devra en particulier préparer le règlement et l'organisation du Tribunal réuni sous un même toit et participer aux tâches liées à la mise en place du futur bâtiment. Enfin, les nouveaux codes de procédure fédéraux nécessiteront dès l'an prochain des forces supplémentaires, dont certaines dépendent encore des solutions qui

seront adoptées par le Grand Conseil, dont en particulier la réintroduction ou non des assesseurs dans les Cours sociale et fiscale. S'agissant notamment des sections civile et pénale, l'engagement d'un seul greffier-rapporteur préconisé par le Conseil d'Etat dans son message sera tout à fait insuffisant pour que le Tribunal cantonal puisse assumer pleinement et sans retard exagéré les nouvelles compétences qui lui seront attribuées, en particulier les recours sur mesures provisionnelles –environ nonante affaires par année-, les décisions d'assistance judiciaire qui devront être à nouveau rendues, les recours contre de nombreuses décisions de 1ère instance et la nouvelle procédure en matière de recours en appel pénal. De plus, la proposition d'attribuer à un greffier-rapporteur, qui n'a pas voix délibérative, des compétences pour instruire et faire une proposition de jugement dans des procédures de recours contre des décisions rendues par un magistrat professionnel n'est pas raisonnable.

## II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

### A. En général

#### 1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

#### TRIBUNAL CANTONAL

<b>Statistique générale</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	1494*	1284	1058
b) affaires enregistrées	3324	3488	3403
c) affaires liquidées	3355	3267	3177
d) affaires pendantes au 31 décembre	1463	1505	1284

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2008 et le 01.01.2009 s'expliquent par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques 2008.

#### SECTION CIVILE

<b>Statistique générale</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	133	137	145
b) affaires enregistrées	770	758	782
c) affaires liquidées	782	762	790
d) affaires pendantes au 31 décembre	121	133	137

#### SECTION PENALE

<b>Statistique générale</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	138	115	143
b) affaires enregistrées	1237	1238	1244

c) affaires liquidées	1244	1215	1272
d) affaires pendantes au 31 décembre	131	138	115

## SECTION ADMINISTRATIVE

Statistique générale	2009	2008	2007
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	1223*	1032	770
b) affaires enregistrées	1296	1480	1377
c) affaires liquidées	1312	1281	1115
d) affaires pendantes au 31 décembre	1207	1231	1032

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2008 et le 01.01.2009 s'expliquent par le fait que 8 dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques 2008.

Le nombre des affaires enregistrées en **sections civile et pénale** en 2009 est resté stable par rapport à l'année précédente.

Le nombre de nouvelles affaires enregistrées en 2009 auprès de la **section administrative** a baissé de 184 dossiers. A l'exception de la troisième Cour et de l'Autorité judiciaire pour les mesures de contraintes, qui comptabilisent 16 nouvelles affaires pour la première et 5 pour la seconde de plus qu'en 2008, toutes les Cours ont subi une baisse dans l'enregistrement des nouveaux recours. Cette baisse est particulièrement sensible en Cour des assurances sociales; elle ne lui profite toutefois pas encore puisque la charge de travail, respectivement la surcharge à laquelle elle doit actuellement faire face, reste globalement identique.

Au niveau de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 1189 dossiers, ce qui représente 46% des affaires enregistrées en 2009 auprès de la section (dossiers pendants et nouvelles affaires enregistrées confondus). La Cour fiscale totalise 13% des enregistrements, la I<sup>ère</sup> Cour administrative (y compris les mesures de contraintes) 15% et la III<sup>ème</sup> Cour administrative 21%. Le solde de 5% revient à la II<sup>ème</sup> Cour administrative.

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a augmenté (+ 31 dossiers) par rapport à l'exercice précédent. Le nombre d'affaires liquidées a été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une baisse de 16 des affaires pendantes au 31 décembre 2009.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

## 2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	<b>1 à 30 Jours</b>	<b>1 à 3 mois</b>	<b>3 à 6 mois</b>	<b>6 à 12 mois</b>	<b>1 à 2 ans</b>	<b>Plus de 2 ans</b>
I <sup>ère</sup> Cour d'appel civil	15	27	18	48	7	1
II <sup>ème</sup> Cour d'appel civil	66	89	26	19	3	1
Chambre des poursuites et faillites	188	29	4	2	0	0
Cour d'appel pénal	8	15	30	36	21	3
Chambre pénale	360	76	49	23	4	3
Président de la Chambre pénale	585	12	2	2	0	0
I <sup>ère</sup> Cour administrative	42	41	38	34	23	9
II <sup>ème</sup> Cour administrative	16	14	21	27	7	12
III <sup>ème</sup> Cour administrative	63	123	32	38	15	15
Cour fiscale	12	41	44	52	66	1
Cour des assurances sociales	26	65	50	38	52	189

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite. S'agissant de la I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au Juge rapporteur avant le paiement de l'avance qui doit être demandée à chaque partie (délai de trente jours susceptible de deux prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

## 3. Surveillance directe et déléguée

### Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les tribunaux, y compris des baux, des arrondissements de la Sarine (partiellement), de la Singine, de la Glâne et de la Veveyse; l'Office des Juges d'instruction (partiellement); les Juges de la détention; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires, de recours de l'Université et de recours en matière d'améliorations foncières. Il a aussi inspecté certaines préfectures.

## Surveillance directe en matière tutélaire

Le compte rendu suivant vaut rapport au Grand Conseil, au sens de l'art. 10 al. 3 LOT.

La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a inspecté les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance (ci-après : CPLFA), dont elle a la surveillance directe (art. 7 LOT).

De leur côté, les chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont inspecté la justice de paix de leur arrondissement et, jusqu'à ce jour, aucune difficulté n'a été relevée.

### a) Privation de liberté à des fins d'assistance

411 décisions ont été rendues en la matière en 2009 et communiquées à la CPLFA. Celle-ci a connu de 93 demandes de contrôle judiciaire.

Le Président Reinold Raemy a démissionné de la CPLFA avec effet au 31 décembre 2009. Il est remplacé par le Président du Tribunal de l'arrondissement du Lac, Markus Ducret.

La CPLFA inspecte les Justices de paix en leur qualité d'autorités de placement. Elle a aussi inspecté l'établissement La Sapinière.

La proportion de placements d'urgence reste identique au fil des ans. Ceux-ci représentent la grande majorité des placements. La CPLFA a rappelé aux autorités de placement que certains cas, concernant notamment des personnes âgées, ne remplissent pas les conditions d'urgence. Les autorités n'ont pas pour autant modifié leur pratique.

Le Président de la CPLFA signale que dans quelques cas, l'établissement de la Sapinière a formulé des objections au placement. Cet établissement n'est pas en soi un établissement approprié mais constitue le seul recours lorsque l'hôpital de Marsens et les autres foyers ne peuvent plus prendre en charge la personne, les limites thérapeutiques étant atteintes. En revanche, il n'y a pas de problème de place dans les établissements. Les autorités de placement tentent de trouver des solutions avec les homes médicalisés, mais dans certains cas, le placement ne peut pas être effectué et les personnes en cause doivent être libérées.

Le Président de la CPLFA relève aussi que les médecins ne joignent pas systématiquement un certificat à leur décision de placement.

Le nombre de libérations sans avis ou sans prise d'avis de l'autorité de placement a sensiblement diminué de la part de l'établissement de Marsens (cf. Rapport pour l'exercice 2008, p. 9).

### b) Autres mesures tutélaires

Récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2009 dans le canton

<b>A. Adultes</b>		01.01. - 31.12.2009		
		Féminin	Masculin	Total
Interdiction	art. 369	10	19	<b>29</b>
Interdiction	art. 370	6	5	<b>11</b>
Interdiction	art. 371	0	0	<b>0</b>

Interdiction	art. 372	19	30	<b>49</b>
Dont placement sous autorité parentale (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	art. 385 <sup>3</sup>	5	13	<b>18</b>
Curatelle	art. 392	44	35	<b>79</b>
Curatelle	art. 393	12	14	<b>26</b>
Curatelle	art. 392/393	25	15	<b>40</b>
Curatelle	art. 394	141	195	<b>336</b>
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395	3	2	<b>5</b>
<b>B. Mineurs</b>		01.01. - 31.12.2009		
		<b>Féminin</b>	<b>Masculin</b>	<b>Total</b>
Mesures protectrices	art. 307	28	34	<b>62</b>
Curatelle (sans 309 et 310)	art. 308	136	178	<b>314</b>
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309	27	24	<b>51</b>
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310	14	27	<b>41</b>
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312	4	7	<b>11</b>
Remises existantes de comptes et de rapports	art. 318 <sup>3</sup>	29	32	<b>61</b>
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324	0	1	<b>1</b>
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325	2	1	<b>3</b>
Tutelle pour mineurs	art. 368	15	29	<b>44</b>
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392	56	61	<b>117</b>
Représentation de l'enfant dans la procédure de divorce	art. 146/147	5	4	<b>9</b>
Autorité parentale conjointe	art. 298a art. 134 <sup>3</sup>	178	155	<b>333*</b>

\* On note une très nette augmentation par rapport aux années précédentes (2007 : 72; 2008 : 204)

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2009 dans tout le canton.

<b>A. Adultes</b>		31.12.2009		
		<b>Féminin</b>	<b>Masculin</b>	<b>Total</b>
Interdiction	art. 369	260	326	<b>586</b>
Interdiction	art. 370	33	83	<b>116</b>
Interdiction	art. 371	0	2	<b>2</b>
Interdiction	art. 372	364	492	<b>856</b>

Dont placement sous autorité parentale (les interdictions correspondantes font partie intégrante des art. 369 à 372)	art. 385 <sup>3</sup>	130	150	<b>280</b>
Curatelle	art. 392	73	59	<b>132</b>
Curatelle	art. 393	118	100	<b>218</b>
Curatelle	art. 392/393	45	34	<b>79</b>
Curatelle	art. 394	885	950	<b>1835</b>
Conseil légal (coopérant/gérant/combiné)	art. 395	174	258	<b>432</b>
<b>B. Mineurs</b>		31.12.2009		
		<b>Féminin</b>	<b>Masculin</b>	<b>Total</b>
Mesures protectrices	art. 307	112	113	<b>225</b>
Curatelle (sans 309 et 310)	art. 308	594	639	<b>1233</b>
Curatelle/constatation de la paternité (avec ou sans 308)	art. 309	59	48	<b>107</b>
Retrait du droit de garde des père et mère (avec ou sans 308)	art. 310	31	46	<b>77</b>
Retrait de l'autorité parentale (avec ou sans 308)	art. 311/312	15	19	<b>34</b>
Remises existantes de comptes et de rapports	art. 318 <sup>3</sup>	1	3	<b>4</b>
Mesures pour la protection des biens de l'enfant	art. 324	3	6	<b>9</b>
Curatelle d'administration des biens de l'enfant	art. 325	10	9	<b>19</b>
Tutelle pour mineurs	art. 368	71	106	<b>177</b>
Curatelle de représentation pour mineurs	art. 392	70	80	<b>150</b>
Représentation de l'enfant dans la procédure de divorce	art. 146/147	5	5	<b>10</b>

## **B. I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil**

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Comme précédemment, une certaine priorité y est nécessairement donnée aux affaires relevant du droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, avec pour conséquence, ici comme ailleurs, le report du traitement des affaires volumineuses. Ces dernières relèvent généralement du droit commercial et du droit des successions, mais parfois aussi du droit de la famille.

## **C. II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil**

L'activité de la II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil ressort de la partie statistique. Elle a connu une augmentation des causes enregistrées de 36 %, qui n'est pas restée sans incidence, même dans une proportion moindre, sur la charge de travail de ses membres. La priorité – en soi justifiée – accordée aux causes qui touchent les justiciables dans leur quotidien (bail, travail, droit des poursuites) et à celles qui ont une influence directe sur le cours d'autres procédures (assistance judiciaire) ne va pas toujours sans retarder le traitement d'affaires plus complexes, dont les intérêts en jeu sont parfois considérables, affaires qui nécessitent souvent un investissement en temps important, qui devrait pouvoir

idéalement être consacré de manière suivie. C'est le cas en particulier des affaires de propriété intellectuelle.

#### **D. Chambre des poursuites et faillites**

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Sur recommandations de la Conférence des préposés aux poursuites et faillites de Suisse, la Chambre a, le 10 août 2009, adapté les lignes directrices pour le calcul du minimum vital selon l'art. 93 LP, publiées sur le site internet du Pouvoir judiciaire (<http://admin.fr.ch/pj>), et donné des instructions aux offices de poursuites pour l'adaptation des saisies en cours.

#### **E. Cour de modération**

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

#### **F. Chambre des tutelles**

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

#### **G. Cour d'appel pénal**

Les statistiques démontrent qu'en 2009, le volume des affaires enregistrées s'est accru et que le nombre des arrêts rendus par la Cour d'appel pénal a augmenté d'environ 20%. Ces bons résultats ont été possibles grâce à l'engagement important des membres de la Cour et de leurs greffiers (un greffier à 50% par juge). Par ailleurs, la Cour a pu compter sur l'apport ponctuel de juges suppléants qui ont accepté d'établir des rapports dans des causes relevant du Juge de police. Cette solution a cependant des limites : les greffiers doivent répartir leur temps (partiel) entre leurs activités auprès des juges titulaires et les juges suppléants chargés de rapports. En outre, les greffiers des juges rapporteurs doivent participer aux séances –dont le nombre n'est pas négligeable- et, pendant ce temps, ne peuvent pas se consacrer à leurs autres activités.

L'augmentation de 50% à 100%, en mars 2009, du temps d'activité d'un de nos greffiers a permis à la Cour d'appel pénal de juger en mai 2009 et en juin 2009 deux importantes affaires (l'affaire "Appel au peuple" et une affaire du Tribunal pénal économique) tout en renforçant les forces de travail pour les affaires courantes. Entre-temps la Cour d'appel pénal a été saisie de deux recours dans une affaire complexe et volumineuse jugée par le Tribunal pénal économique le 3 avril 2009 (jugement notifié le 30 juin 2009). En outre, sont déjà annoncés pour le premier semestre 2010 des recours dans une affaire qui a occupé plusieurs semaines le Tribunal pénal de la Sarine. Il apparaît dès lors qu'en 2010, la Cour d'appel pénal du Tribunal cantonal ne pourra pas traiter dans des délais raisonnables et avec soin, les affaires de sa compétence si elle ne dispose pas au moins de l'effectif des greffiers qui est le sien depuis mars 2009.

#### **H. Chambre pénale**

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

## **I. I<sup>ère</sup> Cour administrative**

L'activité de la I<sup>ère</sup> Cour administrative pour l'année 2009 n'amène pas de remarques particulières.

## **J. II<sup>ème</sup> Cour administrative**

L'activité de la II<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2009 n'amène pas de remarques particulières.

## **K. III<sup>ème</sup> Cour administrative**

L'activité de la III<sup>ème</sup> Cour administrative pour l'année 2009 n'amène pas de remarques particulières.

## **L. Cour fiscale**

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2009 n'amène pas de remarques particulières.

## **M. Cour des assurances sociales**

En 2009, malgré une baisse importante des nouvelles affaires et une augmentation des liquidations, la Cour n'est pas parvenue à réduire le stock des affaires pendantes. La différence entre les entrées et les sorties a toutefois très sensiblement diminué par rapport à 2008 et 2007. La Cour n'est en effet au complet que depuis le début août 2009; elle a procédé à divers engagements grâce aux forces de travail qui lui ont été octroyées et suite à une démission. La nouvelle Présidente suppléante en particulier, directement disponible, n'a pu être remplacée que quatre mois plus tard, en raison des délais de résiliation. En outre, le remplacement durant un congé maternité a été assuré par une greffière-rapporteuse expérimentée qui s'est entièrement dévouée à la gestion du greffe durant quatre mois, greffière qui a d'ailleurs démissionné au printemps pour assumer d'autres responsabilités. La Cour, pratiquement entièrement renouvelée, peut compter sur une équipe de greffiers-rapporteurs dynamique et motivée, mais qui doit encore acquérir, pour certains de ses membres, plus d'expérience. Les résultats obtenus durant le second semestre sont toutefois d'ores et déjà réjouissants; ils le sont d'autant plus que le taux des affaires liquidées en assurance-invalidité et assurance-accidents, domaines parmi les plus chronophages et complexes qui ressortissent à la compétence de la Cour, est en très forte augmentation (+ 27 % dossiers LAI; + 60 % dossiers LAA). Enfin, après une première absence pour raisons de santé au printemps 2008, le Président de la Cour est à nouveau en arrêt maladie depuis la fin octobre 2009. Des mesures urgentes ont été immédiatement mises en place, avec le concours du Conseil de la magistrature, par l'engagement durant six mois de deux Juges suppléantes à temps partiel (60% et 20%), comme indiqué ci-dessous (cf. point III.A.).

## **III. PERSONNEL**

### **A. Juges**

Peu de changements sont apparus dans les activités accessoires des Juges. Françoise Bastons Bulletti est membre du Comité de l'Office familial de Fribourg ainsi que de GEMME (Groupement européen des magistrats pour la médiation). Elle est également chargée de conférences sur la procédure civile pour les avocats-stagiaires fribourgeois. Hubert Bugnon a été chargé d'enseignement pour une journée à l'Académie suisse de la magistrature (Université de Neuchâtel), a participé au groupe de travail chargé du projet de loi sur la justice, est membre d'un Tribunal arbitral ad hoc et préside la Commission

d'école du Collège Ste-Croix. Hugo Casanova est chargé de cours auprès de l'Institut Suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la nouvelle formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Il est aussi membre suppléant de la Commission du barreau. Il a en outre été élu à la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Georges Chanez est Président de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, membre de la Commission d'examen des candidats au barreau, membre du Comité de pilotage du logiciel Themis pour les offices de poursuites (CICLOP) et membre de la Commission de surveillance des notaires. Pierre Corboz est membre du Conseil de la magistrature. Josef Hayoz est président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6<sup>ème</sup> arrondissement. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Alexandre Papaux est aussi membre de la Commission du barreau. Il a en outre participé au groupe de travail chargé de faire des propositions au Conseil d'Etat permettant la mise en application du nouveau code de procédure pénale suisse. Christian Pfammatter est membre du Comité de pilotage de la révision du RELATeC ainsi que membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Adrian Urwyler est membre du Comité de direction de la Fondation pour la formation continue des Juges suisses et de la direction de l'Académie suisse de la magistrature; il préside la Commission de recours de l'Eglise évangélique-réformée du canton de Fribourg. Michel Wuilleret a participé au groupe de travail chargé du projet de loi sur la justice. Il est Président de l'Instance d'appel de l'UEFA (Union of European Football Association). Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, arrondissement 2 (période de fonction 2009-2012).

Michel Wuilleret instruit une plainte pénale contre le Commandant de la police cantonale et son adjointe pour atteinte à l'honneur ainsi qu'une plainte pénale contre inconnu pour entrave à l'action pénale et violation du secret de fonction (affaire B. S.).

Le Grand Conseil a élu Michel Favre, Johannes Frölicher, Armin Sahli et Christophe Maillard en qualité de Juges suppléants pour une durée indéterminée. Il a par ailleurs réélu Adrian Urwyler en qualité de Juge cantonal et Catherine Hayoz en qualité de Juge suppléante.

La Cour des assurances sociales devant faire face à une très importante surcharge, des mesures urgentes lui ont été accordées pour 2009 par l'apport limité à deux ans d'un Juge suppléant à 100% ainsi que l'élection des Juges suppléants Johannes Frölicher et Armin Sahli cités ci-dessus. Anne-Sophie Peyraud, greffière-rapporteuse, depuis plus de 10 ans, auprès de ladite Cour a été élue au poste Juge suppléant à plein temps et débuté son activité en qualité de magistrate le 1<sup>er</sup> mars 2009.

En outre, le Président de la Cour des assurances sociales, Armand Bloch, souffrant depuis la fin du mois d'octobre de problèmes de santé, des mesures de remplacement extraordinaires ont dû être mises en place par l'octroi d'un crédit de 6 mois pour un poste de juge. Catherine Schuler Perotti et Françoise Ferrari Gaud ont été nommées juges suppléantes du 1<sup>er</sup> décembre 2009 au 31 mai 2010 à raison d'un taux d'activité de 60%, respectivement 20%. Au titre de mesure interne, soulignons encore que Hugo Casanova a également proposé son concours et qu'il assume la responsabilité présidentielle de l'ensemble des décisions d'irrecevabilité ou de classement rendues en assurances sociales.

## **B. Greffe**

Ludovic Farine, avocat, a été engagé en qualité de greffier adjoint auprès des sections civile et pénale, en remplacement de Damien Bossy.

Pour absorber l'importante charge de travail de la Cour d'appel pénal et collaborer au traitement de volumineux dossiers civils, les sections civile et pénale ont obtenu de la Direction un crédit qui a permis l'engagement d'un greffier supplémentaire à mi-temps à partir du mois de mars 2009.

Comme déjà mentionnée ci-dessus, la Cour des assurances sociales devant faire face à une surcharge très importante, des mesures urgentes lui ont été accordées pour 2009 par l'apport limité à deux ans d'un Juge suppléant à 100% ainsi que d'un poste de greffier-rapporteur également à 100%. Anne-Sophie Peyraud a été élue au poste de magistrat et Michel Bays a, quant à lui, été nommé pour occuper le poste de greffier-rapporteur. Benoît Ducry a été engagé pour occuper le poste de greffier-rapporteur d'Anne-Sophie Peyraud.

Faisant suite à des baisses de taux d'activité ainsi qu'à la démission de Sandrine Boillat Zaugg, élue Présidente à la chambre pénale des mineurs, Karim Hichri et Mélanie Maillard ont été engagés en qualités de greffiers-rapporteurs auprès de la Cour des assurances-sociales.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Jasna Meuwly, Özgür Imrak, Géraldine Bavarel, Samah Ousmane, Stéphanie Murenzi, Stéphanie Amara, Géraldine Barras et Sarah Curchod ont accompli un stage de greffier/ère.

Sans compter les greffiers-chefs (1 unité de poste à Fribourg et 0,7 unité à Givisiez), les greffiers-rapporteurs et les greffiers adjoints totalisent 12.30 unités de poste, réparties entre 17 personnes (Fribourg : 4 unités de poste, réparties entre 7 personnes; Givisiez: 8.30 unités de poste, réparties entre 10 personnes).

## **C. Equipe informatique**

Le Tribunal cantonal a été contraint de se séparer de sa coordinatrice-organisatrice des projets informatiques du Pouvoir judiciaire. Le poste ne devrait pas être repourvu avant le mois de juillet 2010. Dans cette attente, Michel Corbaz, responsable du support et du parc informatiques, dirige seul l'équipe informatique comptant quatre collaborateurs : Florian Bassenne, informaticien, qui assume dans l'intérim une grande partie des tâches de la coordinatrice, Erika Chappuis, Katrin Stahl et Ruth Trevisan.

## **D. Secrétariat**

A la suite de la réduction du temps de travail d'une collaboratrice et de l'octroi d'une augmentation d'effectif, le Tribunal cantonal a engagé Laurence Gumy comme secrétaire à 80 % au sein du secrétariat des sections civile et pénale.

Le secrétariat de la section administrative n'a connu aucun nouvel engagement en 2009.

Sans compter les cheffes de bureau (1 unité de poste à Fribourg et 0,7 unité à Givisiez) et les apprentis, le secrétariat totalise 6 unités de poste, réparties entre 11 personnes (Fribourg : 5 personnes; Givisiez : 6 personnes).

#### **IV. AUTRES ACTIVITES**

Pour marquer la Journée européenne de la Justice civile, le Tribunal cantonal avait choisi de traiter en 2009, en association avec l'Ordre des avocats fribourgeois, les rapports de travail au sein des PME. Sous le titre "Le droit du travail : ce qu'une PME devrait savoir", une conférence (parallèlement en français et en allemand) devait être donnée par un avocat et un juge. Les conférenciers (Pascal Terrapon, président du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, Peter Stoller, vice-président de la Chambre des prud'hommes de l'arrondissement du Lac, Luc Gillon et Tarkan Göksu, avocats) devaient aborder des questions de droit du travail auxquelles sont couramment confrontées les PME. La conférence, qui devait avoir lieu le 12 novembre 2009, a dû être annulée, faute de public.

Le 26 mai 2009, le Tribunal cantonal a accueilli une délégation de juges gallois en visite en Suisse. Ces magistrats, qui avaient aussi été reçus au Tribunal fédéral, étaient intéressés par l'organisation judiciaire d'un canton bilingue. Les juges Adrian Urwyler et Françoise Bastons Bulletti leur ont fait une présentation de l'organisation judiciaire cantonale en général et devant la juridiction des prud'hommes en particulier.

Dans le cadre des échanges avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg et, plus particulièrement, avec le Professeur Jean-Baptiste Zufferey, la section administrative du Tribunal cantonal a reçu, le 1<sup>er</sup> avril 2009, les étudiants suivant les études de Master en droit pour une présentation de l'activité judiciaire. La I<sup>ère</sup> Cour a en outre participé à une séance d'échanges de vues générales avec le Service de la population et des migrants le 3 décembre 2009. Elle a également, le 11 décembre, reçu la visite d'une délégation de l'Office fédéral des migrations.

Le 18 septembre, Armand Bloch, Hugo Casanova et Anne-Sophie Peyraud ont participé à la Journée des juges administratifs suisses à Neuchâtel.

Alexandre Papaux et Hubert Bugnon ont participé à la Journée des juges cantonaux romands et tessinois, le 25 septembre 2009, à Genève.

#### **Formations suivies par les Juges**

Les Juges ont suivi les formations suivantes.

Les membres des sections civile et pénale ont suivi les journées de formation de Lausanne sur les codes de procédures civile et pénale suisses. En outre, Françoise Bastons Bulletti a participé aux journées du droit de la famille, à Fribourg et, en tant qu'intervenante, au séminaire sur l'audition de l'enfant, à Fribourg. Hubert Bugnon, Georges Chanez et Adrian Urwyler ont suivi le Symposium de droit de la famille de l'Université de Fribourg. Georges Chanez a participé aux Journées du droit de la construction, à Fribourg, et suivi le séminaire de la Fondation du notariat consacré à la vente immobilière. Pierre Corboz a participé au séminaire sur le règlement amiable des conflits dans le nouveau CPC, à Lausanne, et Adrian Urwyler à deux séminaires, à Berne, ayant pour thèmes "Aktienrechtsrevision und aktuelle aktienrechtliche Rechtsprechung" et "Die Systematik des Fusionsgesetzes und deren Bedeutung für die Praxis".

Michel Wuilleret a participé aux Journées du droit de la construction, à Fribourg. Gabrielle Multone a suivi le colloque du droit de la responsabilité civile organisée par l'Université de Fribourg. Hugo Casanova a notamment participé à la "Conférence sur les impôts fédéraux 2009" à Berne et aux "Tax Talks" de l'Institut de droit fiscal suisse et international à Zurich. Anne-Sophie Peyraud a participé à la *Sozialversicherungsrechtstagung* à Lucerne qui portait sur différents thèmes de l'assurance-invalidité.

## Activités scientifiques des Juges/greffiers

Hubert Bugnon, en collaboration avec le Président de la Cour de justice de Genève et une psychologue Cheffe d'unité de recherche en psychologie, a été chargé de cours à la formation des magistrats, dans le cadre du IIIème module de l'Académie suisse de la magistrature, sur les thèmes des procès-verbaux, de l'audition d'enfant et de l'appréciation des preuves.

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse annuelle a paru au volume 78 (juillet/août 2009, p. 55 ss) sous le titre "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2007 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)". Il a en outre formulé quelques réflexions critiques sur l'imposition de la famille ("Recht und Unrecht der Familienbesteuerung") qui paraîtront en début 2010 dans le cadre d'un cahier à thème de la Revue de droit suisse intitulé "Justice fiscale et philosophie du droit".

Hugo Casanova et Pierre Corboz sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Anne-Sophie Peyraud a animé une conférence-atelier avec le Prof. Pascal Pichonnaz lors du Symposium droit de la famille en septembre 2009 sur le thème "Le partage du 2<sup>e</sup> pilier: questions pratiques" (la publication devrait paraître dans le courant de l'année 2010).

Christian Pfammatter, Alexandre Papaux, Françoise Bastons Bulletti et Henri Angéloz ont donné des cours aux avocats stagiaires sur la procédure de recours en matière administrative, l'appel pénal et la procédure civile. Françoise Bastons Bulletti a donné un cours aux étudiants de Master de l'Université de Fribourg sur les contributions d'entretien en droit de la famille.

Adrian Urwyler a dirigé un atelier sur le thème des "pourparlers transactionnels" dans le cadre de la formation continue des Juges suisses les 19/20 février 2009 à Gerzensee. Il a aussi participé le 16 décembre 2009 à la journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Anne Berkemeier a à nouveau donné une conférence à Gerzensee le 20 février 2009 dans le cadre de la Fondation pour la formation continue des Juges sur le thème de la médiation en droit pénal suisse.

Bernhard Schaaf a publié un article "Die Entwicklung der Handels- und Gewerbefreiheit in der Schweiz von der Helvetik bis zur nachgeführten Bundesverfassung von 1874" paru dans l'ouvrage suivant : Lukas Gschwend/René Pahud de Mortanges (Hrsg.), Wirtschaftsgeschichte der Modernisierung in Mitteleuropa, zur Wechselwirkung zwischen wirtschaftlichen und rechtlichen Entwicklungen im Rahmen der grossen Transformation 1750-1850, Europäische Rechts- und Regionalgeschichte, Bd. 9, Zürich/St. Gallen 2009, S. 223-241.

\*\*\*\*\*

## **Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts im Jahr 2009**

An den Justizrat

Sehr geehrte Frau Präsidentin  
Sehr geehrte Dame und Herren Mitglieder des Rates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 94 Abs. 4 GOG und Ihrem Brief vom 27. November 2009 unseren Bericht für das Jahr 2009 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Dame und Herren Mitglieder des Rates, unserer vorzüglichen Hochachtung.

11. Februar 2010

Die Chef-Gerichtsschreiber :

Marjorie Jaquet a Marca

Henri Angéloz

Der Präsident :

Georges Chanez

\*\*\*\*\*

Der Bericht ist auf der Internetsite des Kantonsgerichts <http://admin.fr.ch/kg> veröffentlicht.

## **ALLGEMEINER TEIL**

### **I. ALLGEMEINE BEMERKUNGEN**

Im Laufe des Jahres sind das Gesamtgericht zu sechs und die Verwaltungskommission zu sieben Sitzungen zusammengetreten. Zudem wurden mehrere Entscheide administrativer Natur auf dem Zirkulationsweg gefällt. Weiter hat sich die Verwaltungskommission im Frühjahr mit dem Herrn Staatsrat, Direktor für Sicherheit und Justiz, getroffen, und zwar insbesondere zum Thema der neuen Prozessordnungen des Bundes.

Das Gesamtgericht und die Kommission haben sich mit allgemeinen Aufgaben der Geschäftsführung beschäftigt, insbesondere bezüglich des Personals und des Budgets, sie haben weiter Zuständigkeitsfragen behandelt und sich an verschiedenen Vernehmlassungen beteiligt. Weiter mussten sie sich dazu entschliessen, das Arbeitsverhältnis mit der Koordinatorin-Organisatorin der Informatikprojekte auf Ende der Probezeit aufzulösen. Die Inspektionen, die sie auf Delegation des Justizrates durchgeführt haben, stellten ebenfalls eine erhebliche Arbeitslast dar.

Das Gericht brachte den Wunsch zum Ausdruck, dass ihm ein Gebäude zur Verfügung gestellt wird, in dem es alle seine Abteilungen und Dienste unter einem Dach vereinigen kann. Nach Durchführung eines Architekturwettbewerbs beantragte der Staatsrat dem Grossen Rat zu diesem Zweck einen Kredit für den Umbau des ehemaligen Augustinerklosters. Da die Kantonsrichter mit diesem Projekt nicht einverstanden waren, stellten sie sich den Grossratsfraktionen zur Verfügung, um ihnen ihren Standpunkt darzulegen. Der Grosse Rat hat den beantragten Kredit in seiner Dezembersession 2009 genehmigt. Das Gericht ist nach wie vor von der Richtigkeit seiner Argumente überzeugt, insbesondere von der Tatsache, dass dieser dezentrale Standort, welcher nicht das Bild einer weltlichen, modernen und den Bedürfnissen der Rechtsuchenden entsprechenden Justiz vermittelt, zu wenig geräumig ist und keine reale Erweiterungsmöglichkeit bietet. Das Kantonsgericht nimmt indes vom getroffenen Entscheid Kenntnis und wird sich in bestmöglicher Weise auf den Umzug in die neuen Räumlichkeiten nach Abschluss der Umbauarbeiten vorbereiten.

Der Vorentwurf eines Gesetzes über die Gerichtsorganisation wurde im Herbst 2009 in die Vernehmlassung gegeben. Das Kantonsgericht hat in seiner Stellungnahme zum Ausdruck gebracht, dass dieser Vorentwurf sowohl in der Form als auch im Inhalt unbefriedigend ist. Es ist in der Tat äusserst bedauerlich, dass keine Grundsatzdiskussion über die Freiburger Justiz und deren Organisation geführt wurde, insbesondere hinsichtlich einer Neuaufteilung der Gerichtsbezirke im Kanton Freiburg. Das Kantonsgericht ist der Ansicht, dass die Anpassung des kantonalen Rechts an die neuen Prozessordnungen des Bundes auf den 1. Januar 2011 umgesetzt werden kann, dies dank der Arbeit der drei Arbeitsgruppen, die die Anpassung geprüft und in Erwartung einer Umarbeitung eines Gesetzes über die Gerichtsorganisation, welches diesen Namen verdient, Gesetzesentwürfe eingereicht haben. Der Gesetzesentwurf ist inzwischen an den Grossen Rat weitergeleitet worden, und das Gericht harrt der zu treffenden Entscheide. Diese werden in der Tat für seine interne Organisation ab dem nächsten Jahr von Bedeutung sein.

Die Arbeitslast am Gericht ist auch im Jahr 2009 sehr hoch geblieben. Aufgrund der Überlastung des Sozialversicherungsgerichtshofs wurde Anne-Sophie Peyraud, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin, ab dem 1. März 2009 für eine Dauer von zwei Jahren zur Ersatzrichterin ernannt. Aufgrund der Krankheit des Präsidenten dieses Hofes seit Ende Oktober 2009 wurden zwei weitere Ersatzrichterrinnen per 1. Dezember 2009 für eine Dauer von sechs Monaten in 20- bzw. 60-%-Anstellung ernannt. An den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen konnte per 1. März 2009 ein zusätzlicher Gerichtsschreiber mit einem Pensum von 50 % angestellt werden; damit wurde

ermöglicht, mehrere wichtige Angelegenheiten des Strafappellationshofs und des I. Zivilappellationshofs zu behandeln. In Anbetracht der Arbeitslast bleibt diese Unterstützung unentbehrlich; sie konnte denn auch für das erste Halbjahr 2010 verlängert werden. Es ist wichtig, dass sie es auch weiterhin werden kann. Ab diesem Jahr wurde für drei Jahre ein Kredit bewilligt, um einen Projektleiter anzustellen, der insbesondere das Reglement und die Organisation des unter einem Dach vereinigten Kantonsgerichts vorbereiten und sich an den Arbeiten beteiligen kann, die mit der Installierung im zukünftigen Gebäude verbunden sind. Schliesslich besteht aufgrund der neuen Prozessordnungen des Bundes ab dem nächsten Jahr ein Bedarf an zusätzlichen Arbeitskräften, von denen einige noch von den Lösungen abhängen, die der Grosse Rat wählen wird, darunter insbesondere eine allfällige Wiedereinführung der Beisitzer im Sozialversicherungsgerichts- bzw. Steuergerichtshof. Was namentlich die Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen betrifft, so wird die vom Staatsrat in der Botschaft empfohlene Anstellung eines einzigen Gerichtsschreiber-Berichterstatters völlig ungenügend sein, um dem Kantonsgericht zu erlauben, die ihm übertragenen neuen Aufgaben vollständig und ohne übertriebene Verzögerungen wahrzunehmen; dabei handelt es sich insbesondere um die Berufungen gegen vorsorgliche Massnahmen – ungefähr 90 Fälle pro Jahr –, die neu zu treffenden Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege, die Berufungen gegen zahlreiche Entscheide der ersten Instanz sowie das neue Verfahren im Bereich der Strafappellation. Darüber hinaus ist der Vorschlag, einem Gerichtsschreiber-Berichterstatter ohne Stimmrecht die Möglichkeit einzuräumen, in Berufungsverfahren gegen von Berufsrichtern gefällte Entscheide die Untersuchung zu führen und einen Urteilsvorschlag zu machen, nicht vernünftig.

## II. GERICHTSTÄTIGKEIT

### A. Allgemeines

#### 1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

#### KANTONSGERICHT

Allgemeine Statistik	2009	2008	2007
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1494*	1284	1058
b) eingetragene Angelegenheiten	3324	3488	3403
c) erledigte Angelegenheiten	3355	3267	3177
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1463	1505	1284

\*Die Differenz der Anzahl offener Fälle zwischen dem 31.12.2008 und dem 01.01.2009 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Stichtag der Statistik 2008 als erledigt abgeschlossen wurden.

#### ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2009	2008	2007
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	133	137	145
b) eingetragene Angelegenheiten	770	758	782
c) erledigte Angelegenheiten	782	762	790
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	121	133	137

## STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2009	2008	2007
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	138	115	143
b) eingetragene Angelegenheiten	1237	1238	1244
c) erledigte Angelegenheiten	1244	1215	1272
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	131	138	115

## VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2009	2008	2007
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1223*	1032	770
b) eingetragene Angelegenheiten	1296	1480	1377
c) erledigte Angelegenheiten	1312	1281	1115
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1207	1231	1032

\*Die Differenz der Anzahl offener Fälle zwischen dem 31.12.2008 und dem 01.01.2009 erklärt sich dadurch, dass 8 Dossiers nach dem Stichtag der Statistik 2008 als erledigt abgeschrieben wurden.

Die Anzahl der im Jahr 2009 in den **Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen** neu eingetragenen Angelegenheiten ist gegenüber dem Vorjahr stabil geblieben.

Die Anzahl der im Jahr 2009 bei der **Verwaltungsrechtlichen Abteilung** neu eingetragenen Angelegenheiten ist um 184 zurückgegangen. Mit Ausnahme des III. Hofes und der richterlichen Behörde für Zwangsmassnahmen, welche gegenüber 2008 16 bzw. 5 Angelegenheiten mehr zu verzeichnen hatten, ist bei allen Höfen ein Rückgang der neu eingetragenen Beschwerden zu verzeichnen. Dieser Rückgang ist beim Sozialversicherungsgerichtshof besonders deutlich; dieser kann davon allerdings noch nicht profitieren, weil die Arbeitslast – bzw. die Überlastung –, mit der er sich konfrontiert sieht, praktisch unverändert geblieben ist.

Was die Aufteilung der Angelegenheiten auf die verschiedenen Höfe betrifft, so sind beim Sozialversicherungsgerichtshof 1189 Fälle zu verzeichnen, was 46 % der im Jahr 2009 bei der ganzen Abteilung eingetragenen Angelegenheiten entspricht (hängige und neu eingetragene Angelegenheiten zusammengenommen). Beim Steuergerichtshof sind 13 % der Angelegenheiten eingetragen, beim I. Verwaltungsgerichtshof (Zwangsmassnahmen inbegriffen) 15 % und beim III. Verwaltungsgerichtshof 21 %. Die restlichen 5 % entfallen auf den II. Verwaltungsgerichtshof.

Hervorzuheben ist weiter, dass die Anzahl der insgesamt von der Abteilung erledigten Angelegenheiten im Vergleich zum Vorjahr zugenommen hat (+ 31 Fälle). Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten war höher als jene der neu eingetragenen, wodurch am 31. Dezember 2009 gegenüber dem Vorjahreszeitpunkt 16 Angelegenheiten weniger hängig waren.

Weitere, detaillierte Angaben über die Tätigkeiten der einzelnen Höfe der Abteilung sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

## 2. Dauer des Verfahrens

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	<b>1 bis 30 Tage</b>	<b>1 bis 3 Monate</b>	<b>3 bis 6 Monate</b>	<b>6 bis 12 Monate</b>	<b>1 bis 2 Jahre</b>	<b>Mehr als 2 Jahre</b>
I. Zivilappellationshof	15	27	18	48	7	1
II. Zivilappellationshof	66	89	26	19	3	1
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	188	29	4	2	0	0
Strafappellationshof	8	15	30	36	21	3
Strafkammer	360	76	49	23	4	3
Präsident der Strafkammer	585	12	2	2	0	0
I. Verwaltungsgerichtshof	42	41	38	34	23	9
II. Verwaltungsgerichtshof	16	14	21	27	7	12
III. Verwaltungsgerichtshof	63	123	32	38	15	15
Steuergerichtshof	12	41	44	52	66	1
Sozialversicherungsgerichtshof	26	65	50	38	52	189

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn beide Parteien den geforderten Kostenvorschuss geleistet haben (sie verfügen dafür über eine Frist von 30 Tagen, die je zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG, oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

## 3. Unmittelbare und übertragene Aufsicht

### Übertragene jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Bezirksgerichte (unter Einschluss der Mietgerichte) des Saanebezirks (teilweise), des Sensebezirks, des Glane- und des Vivisbachbezirks, weiter das Untersuchungsrichteramt (teilweise), die Haftrichter, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommission, die Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen, jene der Universität und jene für Bodenverbesserungen inspiziert. Es hat ebenfalls mehrere Oberämter inspiziert.

## Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Die nachfolgende Berichterstattung gilt als Bericht an den Grossen Rat im Sinn von Art. 10 Abs. 3 GOV.

Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung inspiziert, deren Oberaufsicht sie ausübt (Art. 7 GOV).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben ihrerseits die Friedensgerichte ihres Bezirks inspiziert; diesbezüglich sind bis heute keinerlei Schwierigkeiten zu verzeichnen.

### a) Fürsorgerische Freiheitsentziehung

In diesem Bereich wurden im Jahr 2009 411 Entscheide gefällt und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung mitgeteilt. Diese war ihrerseits mit 93 Gesuchen um gerichtliche Beurteilung befasst.

Reinold Raemy, Präsident der Aufsichtskommission, ist per 31. Dezember 2009 von seinem Amt zurückgetreten. Er wurde durch den Präsidenten des Bezirksgerichts des Seebezirks, Markus Ducret, ersetzt.

Die Aufsichtskommission hat die Friedensgerichte in deren Eigenschaft als Einweisungsbehörden inspiziert. Ebenfalls hat die Kommission das Heim Tannenhof inspiziert.

Der Anteil an Einweisungen in Fällen von Gefahr im Verzug bleibt über die Jahre hinweg betrachtet stabil. In der grossen Mehrzahl der Fälle erfolgen die Einweisungen aus diesem Grund. Die Aufsichtskommission hat die Einweisungsbehörden daran erinnert, dass in einigen Fällen, insbesondere bei betagten Personen, die Voraussetzung der Dringlichkeit nicht erfüllt ist. Die Einweisungsbehörden haben ihre Praxis deswegen bislang nicht angepasst.

Der Präsident der Aufsichtskommission weist darauf hin, dass das Heim Tannenhof in einigen Fällen gegen die Einweisung Vorbehalte angebracht hat. Dieses Heim ist an und für sich keine geeignete Anstalt, stellt aber den einzigen Ausweg dar, wenn das Spital Marsens und die übrigen Heime aufgrund von Kapazitätsengpässen in der Therapie eine Person nicht aufnehmen können. Ein eigentlicher Platzmangel besteht bei den Heimen hingegen nicht. Die Einweisungsbehörden versuchen, mit den Pflegeheimen eine Lösung zu finden, aber in bestimmten Fällen kann die Einweisung nicht vorgenommen werden, und die betreffenden Personen müssen entlassen werden.

Ebenfalls hat der Kommissionspräsident hervorgehoben, dass die Ärzte ihren Einweisungsentscheiden nicht systematisch ein ärztliches Zeugnis beilegen.

Die Anzahl der Entlassungen ohne Anordnung durch die Einweisungsbehörde oder ohne diese angehört zu haben, hat für das Spital Marsens deutlich abgenommen (vgl. Jahresbericht 2008, S. 35).

### b) Andere vormundschaftliche Massnahmen

Aufstellung der 2009 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen

<b>A. Erwachsene</b>		01.01. - 31.12.2009		
		Frauen	Männer	Total
Entmündigung	Art. 369	10	19	<b>29</b>
Entmündigung	Art. 370	6	5	<b>11</b>
Entmündigung	Art. 371	0	0	<b>0</b>
Entmündigung	Art. 372	19	30	<b>49</b>
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge (entsprechende Entmündigungen werden unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst)	Art. 385 <sup>3</sup>	5	13	<b>18</b>
Beistandschaft	Art. 392	44	35	<b>79</b>
Beistandschaft	Art. 393	12	14	<b>26</b>
Beistandschaft	Art. 392/393	25	15	<b>40</b>
Beistandschaft	Art. 394	141	195	<b>336</b>
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)	Art. 395	3	2	<b>5</b>
<b>B. Kinder</b>		01.01. - 31.12.2009		
		Frauen	Männer	Total
Geeignete Massnahmen	Art. 307	28	34	<b>62</b>
Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 und 310)	Art. 308	136	178	<b>314</b>
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)	Art. 309	27	24	<b>51</b>
Aufhebung der elterlichen Obhut (mit oder ohne 308)	Art. 310	14	27	<b>41</b>
Entziehung der elterlichen Sorge (mit oder ohne 308)	Art. 311/312	4	7	<b>11</b>
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 <sup>3</sup>	29	32	<b>61</b>
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324	0	1	<b>1</b>
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	Art. 325	2	1	<b>3</b>
Vormundschaft für Unmündige	Art. 368	15	29	<b>44</b>
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	Art. 392	56	61	<b>117</b>
Vertretung von Kindern im Scheidungsverfahren	Art. 146/147	5	4	<b>9</b>
Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden	Art. 298a Art. 134 <sup>3</sup>	178	155	<b>333*</b>

\* Gegenüber den Vorjahren ist eine überaus starke Zunahme zu verzeichnen (2007: 72; 2008: 204)

Anzahl der Personen, die Ende 2009 im Kanton von in Kraft stehenden vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren.

<b>A. Erwachsene</b>		31.12.2009		
		Frauen	Männer	Total
Entmündigung	Art. 369	260	326	<b>586</b>
Entmündigung	Art. 370	33	83	<b>116</b>
Entmündigung	Art. 371	0	2	<b>2</b>
Entmündigung	Art. 372	364	492	<b>856</b>
Davon Unterstellung unter elterliche Sorge (entsprechende Entmündigungen werden unter den Entmündigungsgründen von Art. 369-372 ZGB erfasst)	Art. 385 <sup>3</sup>	130	150	<b>280</b>
Beistandschaft	Art. 392	73	59	<b>132</b>
Beistandschaft	Art. 393	118	100	<b>218</b>
Beistandschaft	Art. 392/393	45	34	<b>79</b>
Beistandschaft	Art. 394	885	950	<b>1835</b>
Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)	Art. 395	174	258	<b>432</b>
<b>B. Kinder</b>		31.12.2009		
		Frauen	Männer	Total
Geeignete Massnahmen	Art. 307	112	113	<b>225</b>
Erziehungsbeistandschaften (ohne 309 und 310)	Art. 308	594	639	<b>1233</b>
Beistandschaft zur Feststellung der Vaterschaft (mit oder ohne 308)	Art. 309	59	48	<b>107</b>
Aufhebung der elterlichen Obhut (mit oder ohne 308)	Art. 310	31	46	<b>77</b>
Entziehung der elterlichen Sorge (mit oder ohne 308)	Art. 311/312	15	19	<b>34</b>
Periodische Rechnungs- und Berichterstattung	Art. 318 <sup>3</sup>	1	3	<b>4</b>
Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	Art. 324	3	6	<b>9</b>
Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	Art. 325	10	9	<b>19</b>
Vormundschaft für Unmündige	Art. 368	71	106	<b>177</b>
Vertretungsbeistandschaft für Unmündige	Art. 392	70	80	<b>150</b>
Vertretung von Kindern im Scheidungsverfahren	Art. 146/147	5	5	<b>10</b>

## **B. I. Zivilappellationshof**

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Eine gewisse Priorität wurde dabei wie bereits in der Vergangenheit zwangsläufig den familienrechtlichen Angelegenheiten eingeräumt, insbesondere, wenn Kinder betroffen waren. Dies hatte sowohl in diesem als auch in anderen Rechtsgebieten zur Folge, dass die Behandlung umfangreicher Angelegenheiten vertagt werden musste. Letztere

stammen in der Regel aus dem Bereich des Handelsrechts und des Erbrechts, manchmal aber auch aus dem Familienrecht.

### **C. II. Zivilappellationshof**

Für die Tätigkeit des II. Zivilappellationshofs sei auf den statistischen Teil verwiesen. Es ist eine Zunahme der eingetragenen Angelegenheiten um 36 % zu verzeichnen, was nicht ohne – allerdings nicht übermässige – Auswirkung auf die Arbeitslast der Mitglieder dieses Hofes geblieben ist. Dass – an sich gerechtfertigterweise – jenen Angelegenheiten der Vorrang eingeräumt wird, welche die Rechtsuchenden in ihrem täglichen Leben direkt betreffen (Mietsachen, arbeits- und betriebsrechtliche Streitigkeiten), sowie auch jenen Angelegenheiten, die den Verlauf anderer Verfahren direkt beeinflussen (unentgeltliche Rechtspflege), kann manchmal dazu führen, dass sich die Behandlung anderer, komplexerer Angelegenheiten verzögert, auch wenn in diesen Angelegenheiten die auf dem Spiel stehenden Interessen zum Teil beträchtlich sind und sie oft einen hohen zeitlichen Aufwand erfordern, der idealerweise an einem Stück erbracht werden sollte. Dies betrifft insbesondere immaterialgüterrechtliche Angelegenheiten.

### **D. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer hat am 10. August 2009 auf Empfehlung der Konferenz der Betreibungs- und Konkursbeamten der Schweiz die Richtlinien zur Berechnung des Existenzminimums gemäss Art. 93 SchKG angepasst und zuhanden der Betreibungsämter Weisungen für die Anpassung der bestehenden Verdienstpfindungen erlassen. Die Richtlinien sind auf der Internetsite der Gerichtsbehörden veröffentlicht (<http://admin.fr.ch/pj>).

### **E. Moderationshof**

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### **F. Vormundschaftskammer**

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### **G. Strafappellationshof**

Aus der Statistik geht hervor, dass im Jahr 2009 die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten zugenommen hat und auch die Anzahl der vom Strafappellationshof gefällten Urteile um ca. 20 % gestiegen ist. Dieses gute Ergebnis wurde durch den grossen Einsatz der Mitglieder des Hofes und von deren Gerichtsschreibern (ein Gerichtsschreiber in 50%-Anstellung pro Richter) möglich. Darüber hinaus konnte der Hof auf die fallweise Unterstützung von Ersatzrichtern zählen, welche sich bereit erklärt hatten, in polizeirichterlichen Angelegenheiten als Berichterstatter zu wirken. Diese Lösung hat indes ihre Grenzen: Die Gerichtsschreiber müssen ihre (Teil-)Arbeitszeit zwischen ihrer Tätigkeit bei den ordentlichen Richtern sowie jener bei den Bericht erstattenden Ersatzrichtern aufteilen. Zudem muss der Gerichtsschreiber des Bericht erstattenden Richters jeweils an der Gerichtsverhandlung teilnehmen – deren Anzahl ist nicht vernachlässigbar – und kann während dieser Zeit keiner anderen Tätigkeit nachgehen.

Die im März 2009 vorgenommene Erhöhung der Arbeitszeit eines seiner Gerichtsschreiber von 50 % auf 100 % hat dem Strafappellationshof erlaubt, im Mai bzw. Juni 2009 zwei umfangreiche Angelegenheiten abzuurteilen (die Angelegenheit "Aufruf ans Volk" und eine Angelegenheit des Wirtschaftsstrafgerichts) und zugleich über mehr Arbeitskräfte für das Tagesgeschäft zu verfügen. Inzwischen ist der Strafappellationshof mit zwei neuen Berufungen in einer komplexen und umfangreichen Angelegenheit befasst worden, welche vom Wirtschaftsstrafgericht am 3. April 2009 abgeurteilt worden war (das Urteil wurde den Parteien am 30. Juni 2009 zugestellt). Weiter sind für das erste Semester 2010 bereits Berufungen in einer Angelegenheit angekündigt worden, welche das Bezirksstrafgericht der Saane während mehrerer Wochen beschäftigt hatte. Es erscheint deshalb, dass der Strafappellationshof des Kantonsgerichts im Jahr 2010 die in seine Zuständigkeit fallenden Angelegenheiten nicht sorgfältig und innert vernünftiger Frist erledigen können wird, wenn es nicht mindestens über den gleichen Bestand an Gerichtsschreibern wie seit März 2009 verfügt.

#### **H. Strafkammer**

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

#### **I. I. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2009 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

#### **J. II. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2009 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

#### **K. III. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2009 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

#### **L. Steuergerichtshof**

Die Aktivität des Steuergerichtshofs im Jahr 2009 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

#### **M. Sozialversicherungsgerichtshof**

Trotz eines spürbaren Rückgangs neu eingetragener Angelegenheiten und einer höheren Zahl erledigter Angelegenheiten ist es dem Hof im Jahr 2009 nicht gelungen, den Bestand an hängigen Angelegenheiten abzubauen. Gleichwohl ist die Differenz zwischen neu eingegangenen und erledigten Angelegenheiten gegenüber den Jahren 2008 und 2007 deutlich zurückgegangen. Denn der Hof ist erst seit Anfang August 2009 wieder vollständig; aufgrund der ihm bewilligten Arbeitskräfte sowie eines Rücktritts konnte er verschiedene Anstellungen vornehmen. Insbesondere konnte die neue Ersatzrichterin, die sofort verfügbar war, aufgrund der einzuhaltenden Kündigungsfristen erst vier Monate später ersetzt werden. Weiter konnte eine Stellvertretung während eines Mutterschaftsurlaubs durch eine erfahrene Gerichtsschreiberin-Berichterstatlerin gewährleistet werden, welche sich während vier Monaten ausschliesslich der Führung der Gerichtsschreiberei widmete; diese Gerichtsschreiberin hat im Übrigen im Frühling demissioniert, um neue Aufgaben zu übernehmen. Der praktisch vollständig erneuerte

Hof kann auf ein dynamisches und motiviertes Team von Gerichtsschreibern-Berichterstattem zählen, von denen indes einige Personen noch grössere Erfahrung erwerben müssen. Die während des zweiten Halbjahres erzielten Ergebnisse können jedoch bereits jetzt als erfreulich bezeichnet werden; umso erfreulicher ist, dass die Erledigungsquote in den Bereichen der Invaliden- und Unfallversicherung, die zu den zeitaufwendigsten und komplexesten des Hofes zählen, sehr stark zugenommen hat (IVG + 27 %; UVG + 60 %). Schliesslich ist zu erwähnen, dass der Präsident des Hofes sich nach einer ersten krankheitsbedingten Abwesenheit im Frühling 2008 seit Ende Oktober 2009 erneut im Krankenstand befindet. Mit Unterstützung des Justizrates wurden sofort dringliche Massnahmen ergriffen, indem während sechs Monaten zwei Ersatzrichter in Teilzeitanstellung (60 % und 20 %) eingestellt wurden (vgl. Ziff. III.A).

### **III. PERSONAL**

#### **A. Richter**

Bei den nebenberuflichen Tätigkeiten der Richter haben sich wenig Änderungen ergeben. Françoise Bastons Bulletti ist Mitglied des Vorstandes des Office familial Freiburg sowie der GEMME (Groupement européen des magistrats pour la médiation). Weiter ist sie Kursbeauftragte in Fragen des Zivilprozesses für die Freiburger Anwaltspraktikanten. Hubert Bugnon wurde mit einem Lehrauftrag für einen Tag der Schweizerischen Richterakademie (Universität Neuenburg) betraut, er war Mitglied der Arbeitsgruppe, die mit der Ausarbeitung des Entwurfs für ein Justizgesetz beauftragt war. Zudem ist er Mitglied eines Ad-hoc-Schiedsgerichts und präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz. Hugo Casanova ist Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der neuen Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Weiter ist er Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er wurde auch zum Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat) gewählt. Georges Chanez präsidiert die beratende Kommission für die bedingte Straferlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, und er ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, des Pilotkomitees des Logiciel Themis für die Betriebsämter (CICLOP) und der Aufsichtskommission über die Notare. Pierre Corboz ist Mitglied des Justizrates. Josef Hayoz ist stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Auch Alexandre Papaux ist Mitglied dieser Kommission. Weiter hat er in der Arbeitsgruppe mitgewirkt, die zuhanden des Staatsrates Vorschläge zur Einführung der neuen Schweizerischen Strafprozessordnung ausgearbeitet hat. Christian Pfammatter ist Mitglied des Pilotkomitees zur Revision des ARRPBG sowie Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Adrian Urwyler ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie; er präsidiert die Rekurskommission der evangelisch-reformierten Kirche des Kantons Freiburg. Michel Wuilleret hat in der Arbeitsgruppe mitgewirkt, die mit dem Entwurf des Justizgesetzes beauftragt war. Er ist Präsident des Berufungssenats der UEFA (Union of European Football Association). Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2 (Amtsperiode 2009-2012).

Michel Wuilleret hat einen gegen den Kommandanten der Kantonspolizei und dessen Stellvertreter gerichteten Strafantrag wegen Ehrverletzung sowie eine Strafanzeige gegen Unbekannt wegen Begünstigung und Amtsheimnisverletzung untersucht (Angelegenheit B. S.).

Michel Favre, Johannes Frölicher, Armin Sahli und Christophe Maillard wurden vom Grosse Rat für unbestimmte Dauer zu Ersatzrichtern am Kantonsgericht gewählt. Zudem hat der Grosse Rat Adrian Urwyler als Kantonsrichter und Catherine Hayoz als Ersatzrichterin wiedergewählt.

Da sich der Sozialversicherungsgerichtshof einer sehr hohen Arbeitsüberlastung gegenüber sieht, wurden ihm für 2009 dringliche Massnahmen in der Form eines Ersatzrichters zu 100 % für eine Dauer von zwei Jahren bewilligt sowie wie oben erwähnt die Ersatzrichter Johannes Frölicher und Armin Sahli gewählt. Anne-Sophie Peyraud, die seit über zehn Jahre Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin bei diesem Hof ist, wurde als Ersatzrichterin in Vollzeitstellung gewählt und hat ihre Tätigkeit als Magistratin am 1. März 2009 aufgenommen.

Da Armand Bloch, Präsident des Sozialversicherungsgerichtshofs, seit Ende Oktober unter gesundheitlichen Problemen leidet, mussten zudem ausserordentliche Ersatzmassnahmen ergriffen werden, indem für eine Dauer von sechs Monaten ein Kredit für die Anstellung eines Richters bewilligt wurde. Catherine Schuler Perotti und Françoise Ferrari Gaud wurden für den Zeitraum vom 1. Dezember 2009 bis zum 31. Mai 2010 mit einem Pensum von 60 % bzw. 20 % als Ersatzrichterinnen gewählt. Schliesslich ist noch hervorzuheben, dass als interne Massnahme Hugo Casanova ebenfalls seine Unterstützung zugesichert und bei sämtlichen Nichteintretens- und Abschreibungsentscheiden in sozialversicherungsrechtlichen Streitigkeiten als Präsident mitgewirkt hat.

## **B. Gerichtsschreiberei**

Ludovic Farine, Rechtsanwalt, wurde als Nachfolger von Damien Bossy als Gerichtsschreiber-Adjunkt bei den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen angestellt.

Um die hohe Arbeitslast am Strafappellationshof zu bewältigen und bei der Behandlung umfangreicher Zivilangelegenheiten mitzuwirken, ist den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen von der Direktion ein Kredit zugesprochen worden, um ab März 2009 einen zusätzlichen Gerichtsschreiber in 50-%-Anstellung einzustellen.

Wie oben bereits erwähnt wurden dem Sozialversicherungsgerichtshof, der sich einer sehr hohen Arbeitsüberlastung gegenüber sieht, für das Jahr 2009 dringliche Massnahmen bewilligt, indem für eine befristete Dauer von zwei Jahren eine Stelle als Ersatzrichter in Vollzeitstellung sowie eine Stelle als Gerichtsschreiber-Berichterstatter, ebenfalls in Vollzeitstellung, geschaffen wurde. Anne-Sophie Peyraud wurde als Richterin gewählt, während Michel Bays als Gerichtsschreiber-Berichterstatter angestellt wurde. Benoît Ducry wurde als Ersatz für Anne-Sophie Peyraud als Gerichtsschreiber-Berichterstatter angestellt.

Aufgrund reduzierter Beschäftigungsgrade sowie der Demission von Sandrine Boillat Zaugg, die zur Präsidentin der Jugendstrafkammer gewählt worden war, sind Karim Hichri und Mélanie Maillard als Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof angestellt worden.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin bzw. zum Rechtsanwalt haben Jasna Meuwly, Özgür Imrak, Géraldine Bavarel, Samah Ousmane, Stéphanie Murenzi, Stéphanie Amara, Géraldine Barras und Sarah Curchod ein Praktikum als Gerichtsschreiberin bzw. Gerichtsschreiber absolviert.

Die Chefgerichtsschreiber nicht mitgerechnet (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheiten in Givisiez), entfallen auf die Gerichtsschreiber-Berichterstatter und die Gerichtsschreiber insgesamt 12.3 Stelleneinheiten, die auf 17 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 4 Stelleneinheiten, verteilt auf 7 Personen; Givisiez: 8.3 Stelleneinheiten, verteilt auf 10 Personen).

## **C. Informatikabteilung**

Das Kantonsgericht sah sich gezwungen, sich von seiner Koordinatorin-Organisatorin für die Informatikprojekte des Gerichtswesens zu trennen. Diese Stelle wird nicht vor Juli

2010 wieder besetzt werden. Bis zu jenem Zeitpunkt wird Michel Corbaz, Verantwortlicher Support und Informatikpark, die Informatikabteilung allein leiten; diese umfasst vier weitere Personen: Florian Bassenne, Informatiker, der vorübergehend einen grossen Teil der Aufgaben der Koordinatorin übernimmt, Erika Chappuis, Katrin Stahl und Ruth Trevisan.

#### **D. Sekretariat**

Da eine Mitarbeiterin ihre Arbeitszeit reduziert hat und dem Kantonsgericht zudem eine Stellenerhöhung bewilligt wurde, ist Laurence Gumy als Sekretärin in 80-%-Anstellung beim Sekretariat der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen angestellt worden.

Beim Sekretariat der Verwaltungsrechtlichen Abteilung waren im Jahr 2009 keine Neuanstellungen zu verzeichnen.

Die Bürochefinnen (1 Stelleneinheit in Freiburg und 0.7 Stelleneinheiten in Givisiez) und die Lehrtöchter nicht mitgerechnet, verfügt das Sekretariat über 6 Stelleneinheiten, die auf 11 Personen aufgeteilt sind (Freiburg: 5 Personen; Givisiez: 6 Personen).

#### **IV. WEITERE TÄTIGKEITEN**

Um den europäischen Tag der Ziviljustiz zu begehen, hatte das Kantonsgericht entschieden, zusammen mit dem Freiburger Anwaltsverband die Arbeitsverhältnisse in den KMU zu behandeln. Unter dem Titel "Das Arbeitsrecht: Was ein KMU wissen sollte" war vorgesehen, dass ein Anwalt und ein Richter (parallel in beiden Sprachen) einen Vortrag halten. Die Redner (Pascal Terrapon, Präsident des Bezirksgerichts der Saane, Peter Stoller, Vizepräsident der Gewerbekammer des Seebezirks, sowie die Rechtsanwälte Luc Gillon und Tarkan Göksu) sollten Rechtsfragen zum Arbeitsrecht behandeln, mit denen sich die KMU häufig konfrontiert sehen. Die Tagung, die für den 12. November 2009 vorgesehen war, musste mangels Teilnehmern abgesagt werden.

Am 26. Mai 2009 hat das Kantonsgericht eine Abordnung walisischer Richter empfangen, die auf Besuch in der Schweiz weilten. Diese Richter, die ebenfalls vom Bundesgericht empfangen worden waren, interessierten sich für die Gerichtsorganisation eines zweisprachigen Kantons. Die Kantonsrichter Adrian Urwyler und Françoise Bastons Bulletti haben ihnen die kantonale Gerichtsorganisation im Allgemeinen sowie jene der Gewerbegerichtsbarkeit im Besonderen vorgestellt.

Im Rahmen der Austausch, die die Verwaltungsrechtliche Abteilung des Kantonsgerichts mit der Juristischen Fakultät der Universität Freiburg, insbesondere mit Professor Jean-Baptiste Zufferey, pflegt, hat jene am 1. April 2009 Masterstudenten der Rechtswissenschaften empfangen und ihnen die richterliche Tätigkeit vorgestellt. Der I. Hof hat zudem am 3. Dezember 2009 an einem Informationsaustausch allgemeiner Art mit dem Amt für Bevölkerung und Migration teilgenommen. Am 11. Dezember 2009 hat der Hof zudem eine Abordnung des Bundesamtes für Migration empfangen.

Am 18. September 2009 haben Armand Bloch, Hugo Casanova und Anne-Sophie Peyraud an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Neuenburg teilgenommen.

Alexandre Papaux und Hubert Bugnon haben am 25. September 2009 in Genf an der Tagung der welschen und Tessiner Kantonsrichter teilgenommen.

#### **Von den Richterinnen und Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen**

Die Richter haben an folgenden Weiterbildungsveranstaltungen teilgenommen.

Die Mitglieder der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen haben in Lausanne an der Weiterbildungstagung zu den schweizerischen Zivil- und Strafprozessordnungen teilgenommen. Weiter hat Françoise Bastons Bulletti an den Familienrechtstagen in Freiburg sowie als Rednerin am Seminar über die Kinderanhörung, ebenfalls in Freiburg, teilgenommen. Hubert Bugnon, Georges Chanez und Adrian Urwyler haben das Symposium über Familienrecht an der Universität Freiburg besucht. Georges Chanez hat die Baurechtstagung in Freiburg teilgenommen und am Seminar der Notariatsstiftung zum Thema Grundstückkauf besucht. Pierre Corboz hat in Lausanne am Seminar über gütliche Streitbeilegung gemäss neuer ZPO teilgenommen, während Adrian Urwyler zwei Seminare in Bern zu den Themen "Aktienrechtsrevision und aktuelle aktienrechtliche Rechtsprechung" und "Die Systematik des Fusionsgesetzes und deren Bedeutung für die Praxis" besucht hat.

Michel Wuilleret hat die Baurechtstagung in Freiburg besucht. Gabrielle Multone hat am von der Universität Freiburg organisierten Kolloquium zum Haftpflichtrecht teilgenommen. Hugo Casanova hat insbesondere an der "Konferenz Bundessteuer 2009" in Bern und an den "Tax Talks" des Instituts für Schweizerisches und Internationales Steuerrecht in Zürich teilgenommen. Anne-Sophie Peyraud hat die Sozialversicherungsrechtstagung in Luzern besucht, die verschiedenen Themen aus dem Bereich der Invalidenversicherung gewidmet war.

### **Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber**

Hubert Bugnon wurde – in Zusammenarbeit mit dem Präsidenten des Genfer Cour de justice und einer Chefspsychologin einer psychologischen Forschungsabteilung – im Rahmen des III. Moduls der Schweizerischen Richtera Akademie mit einem Lehrauftrag im Bereich der Richterausbildung betraut, welcher die Themen Protokollierung, Kinderanhörung und Beweiswürdigung zum Gegenstand hatte.

Hugo Casanova hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts zusammengefasst und gewürdigt. Der entsprechende Beitrag erschien unter dem Titel "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2007 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)" im Band 78 (Juli/August 2009), S. 55 ff. der Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht". Zudem formulierte er im Rahmen eines Themenheftes der Zeitschrift für Schweizerisches Recht über "Steuergerechtigkeit und Rechtsphilosophie" einige kritische Gedanken zu "Recht und Unrecht der Familienbesteuerung" (erscheint anfangs 2010).

Hugo Casanova und Pierre Corboz sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Anne-Sophie Peyraud hat anlässlich des Symposiums zum Familienrecht im September 2009 zusammen mit Professor Pascal Pichonnaz einen Workshop zum Thema "Die Teilung der 2. Säule: praktische Fragen" geleitet (die Veröffentlichung sollte im Laufe des Jahres 2010 erfolgen).

Christian Pfammatter, Alexandre Papaux, Françoise Bastons Bulletti und Henri Angéloz haben für die Anwaltspraktikanten Kurse über das Rechtsmittelverfahren in Verwaltungssachen, über die Berufung in Strafsachen sowie über den Zivilprozess gegeben. Françoise Bastons Bulletti hat für die Masterstudenten der Universität Freiburg eine Vorlesung über Unterhaltsbeiträge im Familienrecht gehalten.

Adrian Urwyler hat im Rahmen der Weiterbildung der Schweizerischen Richtervereinigung am 19./20. Februar 2009 in Gerzensee eine Tagung zum Thema "Vergleichsverhandlungen" geleitet. Ebenfalls hat er am 16. Dezember 2009 am Tag für Strafrecht teilgenommen, den die Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars durchführte.

Anne Berkemeier hat erneut im Rahmen der Stiftung für die Weiterbildung der Schweizerischen Richterinnen und Richter in Gerzensee einen Vortrag gehalten, und zwar am 20. Februar 2009 zum Thema der Mediation im Schweizer Strafrecht.

Bernhard Schaaf hat einen Beitrag mit dem Titel "Die Entwicklung der Handels- und Gewerbefreiheit in der Schweiz von der Helvetik bis zur nachgeführten Bundesverfassung von 1874" veröffentlicht, der im folgenden Werk erschienen ist: Lukas Gschwend/René Pahud de Mortanges (Hrsg.), Wirtschaftsgeschichte der Modernisierung in Mitteleuropa, zur Wechselwirkung zwischen wirtschaftlichen und rechtlichen Entwicklungen im Rahmen der grossen Transformation 1750-1850, Europäische Rechts- und Regionalgeschichte, Bd. 9, Zürich/St. Gallen 2009, S. 223–241.

\*\*\*\*\*

## Annexe/Beilage:

### Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2009 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2009

<b>Président/Präsident :</b>	Georges Chanez
<b>Vice-président/Vizepräsident :</b>	Michel Wuilleret
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Pierre Corboz Christian Pfammatter Alexandre Papaux Armand Bloch Hugo Casanova Joseph Hayoz Marianne Jungo Gabrielle Multone Roland Henninger Adrian Urwyler Hubert Bugnon Françoise Bastons Bulletti Anne-Sophie Peyraud <i>Présidente suppléante auprès de la Cour des assurances sociales (pour une durée de 2 ans - 2009-2011)</i>
<b>Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :</b>	Paul-Henri Steinauer Daniel Schneuwly Louis Sansonnens André Riedo Nicolas Grand Pascal Terrapon Catherine Yesil-Huguenot François-Xavier Audergon Catherine Hayoz Kurt Schwab Parisima Vez Francine Defferrard Tarkan Göksu Séverine Monferini Nuoffer Denis Boivin Jacques Bonfils Hans-Jürg Schläppi Ursula Schneider Schüttel Laurent Schneuwly Erika Schnyder Richard Waeber Johannes Fröhlicher Armin Sahli
<b>Assesseurs/Beisitzer/-innen :</b>	
<b>Cour fiscale/Steuergerichtshof :</b>	Berthold Buchs Michael Hank Geneviève Jenny Albert Nussbaumer
<b>Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :</b>	Hans Brügger Ernst Flammer Louis-Marc Perroud Jean-Marc Vionnet

**Cour des assurances sociales/  
Sozialversicherungsgerichtshof :** Bruno Kaufmann  
Jean-Marc Kuhn

**Assesseurs suppléants/Ersatzbeisitzer :** Bruno Boschung  
Christian Grandjean

## **SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG**

**Président/Präsident :** Pierre Corboz

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Roland Henninger  
Adrian Urwyler  
Hubert Bugnon  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Hubert Bugnon

**Membres/Mitglieder :** Adrian Urwyler  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof**

**Président/Präsident :** Pierre Corboz

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Roland Henninger  
Françoise Bastons Bulletti

### **Cour de modération / Moderationshof**

**Président/Präsident :** Roland Henninger

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Hubert Bugnon

### **Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

**Président/Präsident :** Adrian Urwyler

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **Chambre des tutelles / *Vormundchaftskammer***

**Présidente/Präsidentin :** Françoise Bastons Bulletti

**Membres/Mitglieder :** Alexandre Papaux  
Adrian Urwyler

### **SECTION PENALE / *STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG***

**Président/Präsident :** Alexandre Papaux

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Roland Henninger  
Adrian Urwyler  
Hubert Bugnon  
Georges Chanez  
Françoise Bastons Bulletti

### **Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof***

**Président/Präsident :** Alexandre Papaux

**Membres/Mitglieder :** Adrian Urwyler  
Hubert Bugnon  
Françoise Bastons Bulletti

### **Chambre pénale / *Strafkammer***

**Président/Präsident :** Georges Chanez

**Membres/Mitglieder :** Pierre Corboz  
Roland Henninger  
Hubert Bugnon

## SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

<b>Président/Präsident :</b>	Christian Pfammatter
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Marianne Jungo Gabrielle Multone Armand Bloch Hugo Casanova Josef Hayoz Michel Wuilleret

### I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. *Verwaltungsgerichtshof*

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Gabrielle Multone
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Marianne Jungo Christian Pfammatter Josef Hayoz (deutschsprachige Angelegenheiten)

### II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. *Verwaltungsgerichtshof*

<b>Président/Präsident :</b>	Michel Wuilleret
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Christian Pfammatter Josef Hayoz

### III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. *Verwaltungsgerichtshof*

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Marianne Jungo
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Michel Wuilleret Gabrielle Multone Josef Hayoz (deutschsprachige Angelegenheiten)

### Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

<b>Président/Präsident :</b>	Hugo Casanova
<b>Assesseurs/Beisitzer -in :</b>	Berthold Buchs Michael Hank Geneviève Jenny Albert Nussbaumer

### Cour des assurances sociales / *Sozialversicherungsgerichtshof*

<b>Président-e/Präsident-in :</b>	Armand Bloch Anne-Sophie Peyraud <i>Présidente suppléante auprès de la Cour des assurances sociales (pour une durée déterminée de 2 ans - 2009-2011)</i>
<b>Assesseurs/Beisitzer -in :</b>	Bruno Kaufmann Jean-Marc Kuhn

## **PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL**

### **I. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG**

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Récusation / <i>Ausstand</i>	19	10
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	174	199
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>209</b>

### **I<sup>ère</sup> COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	65	64
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	100	114
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	116	113
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	49	65

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	15	11
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	26	20
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	33	41
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	14	16
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	3
Transaction / <i>Vergleich</i>	7	4
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	0	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	2
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	3	4
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	1

AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	6	3
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	3	1
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	2
Changement / <i>Wechsel</i>	0	1
'Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>113</b>

<b>Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i></b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	1
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	50	60
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	4	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	3	1
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	8	0
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	25	29
Litige avocat/client (art. 26 Lav) / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient (Art. 26 AnwG)</i>	1	1
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	2
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	1
Mesures provisionnelles et leur modification <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	7	7
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	14	8
Assistance judiciaire (montant) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Betrag)</i>	1	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>113</b>

<b>Provenance / <i>Herkunft</i></b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Sarine / <i>Saane</i>	36	45
Singine / <i>Sense</i>	11	8
Gruyère / <i>Greyerz</i>	20	15
Lac / <i>See</i>	16	14
Glâne / <i>Glane</i>	4	7
Broye / <i>Broye</i>	19	14

<i>Veveyse / Vivisbach</i>	6	7
<i>Autres / Andere</i>	4	3
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>113</b>

**II<sup>ème</sup> COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	43	47
Affaires enregistrées / <i>Eingetragene Angelegenheiten</i>	211	155
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	204	159
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	50	43

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	59	34
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	18	12
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	78	67
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	28	28
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	5
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	0
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	3	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	2	2
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	4	5
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>159</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	45	32
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtbarkeit</i>	15	20
Bail / <i>Mietgerichtbarkeit</i>	20	12

Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	75	74
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	28	23
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	44	41
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	33	5
Instance unique / <i>Einzige Instanz</i>	2	3
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	2
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	2	1
Déclinatoire / <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	2	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	4	0
Concordat / <i>Nachlassvertrag</i>	1	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	9
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>159</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Sarine / <i>Saane</i>	80	57
Singine / <i>Sense</i>	13	8
Gruyère / <i>Greyerz</i>	31	26
Lac / <i>See</i>	18	31
Glâne / <i>Glane</i>	12	8
Broye / <i>Broye</i>	25	11
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	12	14
Autres / <i>Andere</i>	13	4
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>159</b>

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /  
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	18	12
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	215	236
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	223	230
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	10	18

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	157	148
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	34	48
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	14	11
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	5	10
Retrait / <i>Rückzug</i>	2	4
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	3
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	2	0
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>230</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	51	76
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	4	5
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	3	3
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	1	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	141	128

Nullité / <i>Nichtigkeit</i> (173 <sup>2</sup> LP/SchKG)	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	4	6
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	10	6
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	5	1
Séquestre / <i>Arrest</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	2
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>230</b>

<b>Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	162	135
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	24	43
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	20	22
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	17	30
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>230</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Sarine / <i>Saane</i>	37	49
Singine / <i>Sense</i>	16	13
Gruyère / <i>Greyerz</i>	4	3
Lac / <i>See</i>	2	8
Glâne / <i>Glane</i>	1	2
Broye / <i>Broye</i>	4	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	6	6
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	145	140
Autres / <i>Andere</i>	8	7
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>230</b>

**COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	5	6
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	30	22
Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	26	23
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	5

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	6	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	7	12
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	6	5
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>23</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	3	5
Litige notaire/client / <i>Streitigkeit Notar/Klient</i>	2	0
Montant des frais de justice / <i>Höhe der Gerichtskosten</i>	1	1
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	14	13
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile <i>/Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	4	4
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	2	0
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>23</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Sarine / Saane	6	10
Singine / Sense	1	1
Gruyère / Greyerz	9	2
Lac / See	2	2
Glâne / Glane	2	1
Broye / Broye	0	3
Veveyse / Vivisbach	1	0
Autres / Andere	5	4
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>23</b>

**CHAMBRE DES TUTELLES / VORMUNDSCHAFTSKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	2	7
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	19	20
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	18	25
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	3	2

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	10
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	6
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>25</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Recours / <i>Beschwerde</i>	15	13
Transfert des mesures tutélaires / <i>Übertragung von vormundschaftlichen Massnahmen</i>	0	6
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	4
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	2
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0
For / <i>Gerichtsstand</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>25</b>

## II. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Récusation / <i>Ausstand</i>	15	11

### **COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	65	60
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	104	100
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	113	95
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	56	65

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	13	14
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	22	30
Rejetés / <i>Abweisung</i>	53	41
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	8
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3	2
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	5	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	1	0
Prolongation du traitement ambulatoire / <i>Verlängerung der ambulanten Behandlung</i>	1	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>113</b>	<b>95</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Recours / <i>Berufungen</i>	108	89
Décisions postérieures au jugement / <i>Nachträgliche Anordnungen</i>	1	3
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	1
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	0	1
AJ	1	0
Litige avocat/client	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>113</b>	<b>95</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
<b>Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Sarine / <i>Saane</i>	35	33
Singine / <i>Sense</i>	8	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	14	6
Lac / <i>See</i>	2	1
Glâne / <i>Glane</i>	7	3
Broye / <i>Broye</i>	5	5
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>72</b>	<b>54</b>

<b>Juge de police / Polizeirichter</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Sarine / <i>Saane</i>	11	20
Singine / <i>Sense</i>	2	3
Gruyère / <i>Greyerz</i>	3	6
Lac / <i>See</i>	3	2
Glâne / <i>Glane</i>	2	2
Broye / <i>Broye</i>	1	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	1
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>36</b>

<b>Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
	<b>7</b>	<b>1</b>

<b>Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstraengericht</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
	<b>4</b>	<b>0</b>

<b>Cour d'appel pénal / Strafappellationshof</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
	<b>1</b>	<b>1</b>

<b>Autres / Andere</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
	<b>5</b>	<b>3</b>

**CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	68	53
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	520	585
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	515	570
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	73	68

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	36	25
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	27	19
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	16
Rejetés / <i>Abweisung</i>	89	90
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	30	26
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	/
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	2
Visa / <i>Visum</i>	312	370
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	4	2
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	5	2
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	5	11
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
<b>Total</b>	<b>515</b>	<b>568</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum für die Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	312	370
Recours / <i>Beschwerden</i>	154	132

Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	7	6
Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche (242 CPP/StPO)</i>	31	38
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	4	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	1
For et entraide / <i>Gerichtsstand und Rechtshilfe</i>	6	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	19
<b>Total</b>	<b>515</b>	<b>568</b>

L'art. 242 CPP confère le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire ou par un autre acte de procédure. Sur les 31 affaires liquidées, 19 ont donné lieu à l'allocation d'une indemnité. Les indemnités accordées se sont élevées à 218'003.40 francs, alors que les montants requis étaient de 1'510'592.85 francs.

Le nombre des causes inscrites au rôle de la Chambre pénale, à l'exclusion des visas relatifs au maintien en détention avant jugement, est resté stable en 2009 (2009: 208; 2008: 216). Hormis les visas en question, la Chambre a liquidé 203 affaires, soit pratiquement le même nombre qu'en 2008 (198).

*Art. 242 StPO gibt denjenigen Personen einen Anspruch auf eine Entschädigung durch den Staat, welche durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum oder eine andere Prozesshandlung einen Schaden erlitten haben. In 19 der 31 erledigten Angelegenheiten wurde eine Entschädigung zugesprochen. Die Summe der zugesprochenen Entschädigungen belief sich auf Fr. 218'003.40 und jene der beantragten Entschädigungen auf Fr. 1'510'592.85.*

*Abgesehen von den Haftkontrollen ist die Anzahl der bei der Strafkammer eingetragenen (2009: 208; 2008: 216) und der erledigten (2009: 203; 2008: 198) Angelegenheiten im Jahr 2009 nahezu unverändert geblieben.*

**PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	5	1
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	598	545
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	601	541
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	2	5

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	156	196
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	2
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	56	45
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	340	261
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
Changement de défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	9	18
Décharge de la défense d'office / <i>Entlastung der amtlichen Verteidigung</i>	11	7
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	17	6
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	4	3
<b>Total</b>	<b>601</b>	<b>541</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
For et entraide judiciaire / <i>Gerichtsstand und Rechtshilfe</i>	16	7
Effet suspensif / <i>Aufschiebende Wirkung</i>	10	11
Levée de scellés / <i>Entsiegelung</i>	4	0

Défense d'office / <i>Amtliche Verteidigung</i>	414	332
au prévenu / <i>Beschuldigter</i>	354	290
au lésé / <i>Geschädigter</i>	60	42
Mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Massnahmen zur Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	153	188
Consultation dossiers / <i>Akteneinsicht (71 CPP/StPO)</i>	3	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	3
<b>Total</b>	<b>601</b>	<b>541</b>

L'augmentation des affaires inscrites au rôle du président de la Chambre pénale (2009: 598; 2008: 545) est due à l'augmentation des causes d'assistance judiciaire (2009: 414; 2008: 332). Quant aux 153 mesures de surveillance, 150 ont été approuvées; elles tendaient à 314 mises sous surveillance, soit 80 branchements directs et 234 contrôles rétroactifs ponctuels.

*Die Zunahme der beim Präsidenten der Strafkammer eingereichten Angelegenheiten (2009: 598; 2008: 545) ist auf die Zunahme der unentgeltlichen Rechtspflegefälle zurückzuführen (2009: 414; 2008: 332). Im Bereich der Überwachungsmassnahmen wurden 150 von 153 Gesuchen genehmigt; sie bezogen sich auf 314 Überwachungshandlungen, von denen 80 auf Direktschaltungen und 234 auf rückwirkende Kontrollen entfielen.*

### III. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

#### I<sup>ère</sup> COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>121</b>	<b>100</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>190</b>	<b>204</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>187</b>	<b>183</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>124</b>	<b>121</b>

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>16</b>	<b>17</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>3</b>	<b>3</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>5</b>	<b>2</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>60</b>	<b>91</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>3</b>	<b>5</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>15</b>	<b>21</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>19</b>	<b>14</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>16</b>	<b>3</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	<b>1</b>	<b>2</b>
Rayé autres motifs <i>Abschr. andere Gründe</i>	<b>26</b>	<b>7</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>4</b>	<b>3</b>
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>2</b>	<b>5</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>10</b>	<b>5</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>1</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	<b>6</b>	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>187</b>	<b>183</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	66	103	169	98	71
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	1	0	1	1	0
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	13	6	19	12	7
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	3	2	5	3	2
Responsabilité <i>Haftung</i>	23	1	24	6	18
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	7	11	18	9	9
Affaires culturelles <i>Kulturangelegenheiten</i>	0	0	0	0	0
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	3	3	2	1
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	1	1	2	0	2
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	0	0	0	0	0
Réclamation contre les frais <i>Einsprache gegen Kosten</i>	0	2	2	2	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	14	16	13	3
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	10	10	10	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	5	26	31	22	9
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Récusation <i>Ausstand</i>	0	4	4	4	0
Déclinatoire <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	1	0
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	0	1
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>190</b>	<b>311</b>	<b>187</b>	<b>124</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement baissé par rapport à l'exercice précédent.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la première Cour compte encore une affaire de 2001, quatre affaires de 2006 et deux affaires de 2007 portant sur la responsabilité des collectivités publiques à l'exception d'un dossier de 2007 portant sur les agents des collectivités publics.

*Die Anzahl der neu eingereichten Angelegenheiten hat im Vergleich vom Vorjahr leicht abgenommen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim I. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2001, vier Angelegenheiten aus dem Jahr 2006 sowie zwei Angelegenheiten aus dem Jahr 2007 hängig, die alle die Haftung der Gemeinwesen betreffen mit Ausnahme eines Dossier von 2007, welches die Amtsträger der Gemeinwesen betrifft.*

**II<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>87*</b>	<b>102</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>80</b>	<b>148</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>97</b>	<b>158</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>70</b>	<b>92</b>

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2008 et le 01.01.2009 s'expliquent par le fait que 5 dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques 2008.  
*Die Differenz der Anzahl offener Fälle zwischen dem 31.12.2008 und dem 01.01.2009 erklärt sich damit, dass 5 Dossiers nach dem Stichtag der Statistik 2008 als erledigt abgeschlossen wurden.*

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>9</b>	<b>29</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>5</b>	<b>9</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>1</b>	<b>2</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>31</b>	<b>50</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>1</b>	<b>1</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>11</b>	<b>13</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>17</b>	<b>28</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>5</b>	<b>2</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	<b>4</b>	<b>4</b>
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	<b>10</b>	<b>13</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>0</b>	<b>6</b>
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	<b>3</b>	
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>97</b>	<b>158</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	<b>69</b>	<b>47</b>	<b>116</b>	<b>64</b>	<b>52</b>
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>0</b>
Expropriation <i>Enteignung</i>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Forêts <i>Forstwesen</i>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>1</b>
Protection incendies et éléments naturels <i>Schutz Feuer- und Elementarschäden</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Récusation <i>Ausstand</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Révision <i>Revision</i>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Réclamations contre les frais <i>Einsprachen gegen Kosten</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Exécution <i>Vollstreckung</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>22</b>	<b>10</b>	<b>12</b>
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>87</b>	<b>80</b>	<b>167</b>	<b>97</b>	<b>70</b>

Le nombre de causes introduites a baissé par rapport à l'exercice précédent (- 68 affaires). C'est surtout dans le domaine de l'aménagement du territoire qu'on peut constater une baisse du nombre de nouvelles affaires (- 59 dossiers) s'expliquant par une baisse d'enregistrements de dossiers groupés visant la même problématique. La liquidation a également baissé.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la deuxième Cour compte encore une affaire de 2003 et quatre affaires de 2007, trois portant sur des questions d'aménagement du territoire et de droit des constructions et une sur une expropriation.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr abgenommen (- 68 Fälle). Namentlich im Bereich der Raumplanung kann eine Abnahme der neuen Angelegenheiten festgestellt werden (- 59 Fälle), was sich durch eine Reduktion von Angelegenheiten, die den gleichen Gegenstand betreffen, erklärt. Die Anzahl Erledigungen hat ebenfalls abgenommen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so waren beim II. Hof noch eine Angelegenheit aus dem Jahr 2003 und vier Angelegenheiten aus dem Jahr 2007, wovon sich drei auf Raumplanungsfragen und eines auf Enteignungsfragen beziehen.*

**III<sup>ème</sup> COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>126</b>	<b>89</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>275</b>	<b>259</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>286</b>	<b>222</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>115</b>	<b>126</b>

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>21</b>	<b>15</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>4</b>	<b>4</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>2</b>	<b>2</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>67</b>	<b>69</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>5</b>	<b>2</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>81</b>	<b>52</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>47</b>	<b>36</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>14</b>	<b>6</b>
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	<b>23</b>	<b>12</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>4</b>	<b>13</b>
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>3</b>	<b>2</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>7</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>3</b>	<b>6</b>
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	<b>4</b>	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>286</b>	<b>222</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	<b>73</b>	<b>164</b>	<b>237</b>	<b>180</b>	<b>57</b>
Aide et prévoyance sociales, LAVI <i>Sozialhilfe und Sozialvorsorge, OHG</i>	<b>20</b>	<b>29</b>	<b>49</b>	<b>24</b>	<b>25</b>
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>21</b>	<b>14</b>	<b>7</b>
Economie <i>Wirtschaft</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>4</b>
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>4</b>
Registre du commerce <i>Handelsregister</i>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
Réclamations c/ frais <i>Einsprachen g/ Kosten</i>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
Révision <i>Revision</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>14</b>	<b>12</b>	<b>2</b>
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	<b>5</b>	<b>28</b>	<b>33</b>	<b>19</b>	<b>14</b>
Recours sur l'assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>Total</b>	<b>126</b>	<b>275</b>	<b>401</b>	<b>286</b>	<b>115</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 16 dossiers). Cette augmentation est due à une hausse des dossiers en aide et prévoyance sociales (+ 8 dossiers) ainsi que dans les demandes d'assistance judiciaire (+ 13 dossiers). Les dossiers entrés en matière de circulation routière et transports ont légèrement baissé (- 9 dossiers). La liquidation a également augmenté (+ 64 dossiers) sans modification sensible dans les modes de liquidation. Cette liquidation a eu pour conséquence une baisse des affaires pendantes au 31 décembre 2009.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, aucune affaire introduite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 n'est encore pendante auprès de la troisième Cour.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr leicht zugenommen (+ 16 Fälle). Dies ist insbesondere auf die Zunahmen im Rechtsgebiet Sozialhilfe und Sozialvorsorge (+ 8 Fälle) sowie bei den Gesuchen um unentgeltliche Rechtspflege (+ 13 Fälle) zurückzuführen. Die Angelegenheiten im Bereich Strassenverkehr und Transportwesen haben leicht abgenommen (- 9 Fälle). Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat ebenfalls zugenommen (+ 64 Fälle), ohne dass bei*

*den Erledigungsarten deutliche Änderungen feststellbar wären. Diese Zunahme bei den Erledigungen hat zu einer Abnahme der per 31. Dezember 2009 hängigen Angelegenheiten geführt.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so ist beim III. Hof keine vor dem 1. Januar 2008 eingetragene Angelegenheit mehr hängig.*

**COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>142</b>	<b>142</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>202</b>	<b>231</b>
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	150	169
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	52	62
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>216</b>	<b>231</b>
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	154	172
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	53	59
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>128</b>	<b>142</b>

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>8</b>	<b>11</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>27</b>	<b>28</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>11</b>	<b>9</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>86</b>	<b>74</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>12</b>	<b>18</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>19</b>	<b>27</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>28</b>	<b>30</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>7</b>	<b>6</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	<b>11</b>	<b>11</b>
Rayé autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	<b>4</b>	<b>4</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>0</b>	<b>5</b>
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>1</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>

Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	2	1
Reformatio in pejus	0	6
<b>Total</b>	<b>216</b>	<b>231</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	118	151	269	160	109
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	8	7	15	12	3
Impôt à la source <i>Quellensteuer</i>	0	0	0	0	0
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	1	2	3	1	2
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	0	1	1	0	1
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	1	2	3	2	1
Impôts paroissiaux <i>Pfarresteuern</i>	2	1	3	2	1
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	2	0	2	2	0
Imp. spécial imm. sociétés <i>Besondere Besteuerung Immobilien von Gesellschaften</i>	0	0	0	0	0
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	0	1	1	0	1
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	1	2	3	3	0
Impôt sur véhicules automobiles, remorques, cycles <i>Fahrzeugsteuer</i>	0	0	0	0	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	2	2	4	2	2
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	0	13	13	11	2
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	2	7	9	6	3
Taxes cantonales de police <i>Kantonale Polizeiabgaben</i>	0	0	0	0	0

Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	0	1	1	0	1
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	1	2	2	0
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	2	0	2	2	0
Réclamations c/ frais <i>Einsprachen g/ Kosten</i>	0	0	0	0	0
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	5	5	5	0
Recours sur assistance judiciaire (principe) <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	1	2
<b>Total</b>	<b>142</b>	<b>202</b>	<b>344</b>	<b>216</b>	<b>128</b>

Le nombre de causes introduites (- 29 dossiers, dont 28 traitant de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques) et la liquidation des dossiers pendants (- 15 dossiers) ont légèrement baissé par rapport à l'année précédente.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, aucune affaire introduite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 n'est encore pendante auprès de la Cour fiscale.

*Die Anzahl sowohl der neu eingetragenen (- 29 Fälle, wovon 28 die Einkommens- und Vermögenssteuer von natürlichen Personen betrafen) als auch der erledigten Angelegenheiten (- 15 Fälle) hat im Vergleich zum Vorjahr leicht abgenommen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so ist beim Steuergerichtshof keine vor dem 1. Januar 2008 eingetragene Angelegenheit mehr hängig.*

## COUR DES ASSURANCES SOCIALES / SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>746*</b>	<b>599</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>443</b>	<b>537</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>420</b>	<b>387</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>769</b>	<b>749</b>

\*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2008 et le 01.01.2009 s'expliquent par le fait que 3 dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques 2008.

*Die Differenz der Anzahl offener Fälle zwischen dem 31.12.2008 und dem 01.01.2009 erklärt sich damit, dass 3 Dossiers nach dem Stichtag der Statistik 2008 als erledigt abgeschlossen wurden.*

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>29</b>	<b>39</b>
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	<b>18</b>	<b>11</b>
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	<b>27</b>	<b>17</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>147</b>	<b>113</b>
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	<b>3</b>	<b>2</b>
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	<b>31</b>	<b>34</b>
Retrait <i>Rückzug</i>	<b>31</b>	<b>27</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>29</b>	<b>29</b>
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	<b>9</b>	<b>3</b>
Rayé autres motifs <i>Abschr. andere Gründe</i>	<b>13</b>	<b>23</b>
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	<b>0</b>	<b>2</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>12</b>	<b>5</b>
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	<b>35</b>	<b>47</b>
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	<b>11</b>	<b>13</b>
Assistance judiciaire retirée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (mit Anwalt)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	<b>9</b>	<b>11</b>

Assistance judiciaire retirée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	6
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	14	4
<b>Total</b>	<b>420</b>	<b>387</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erfledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	36	20	56	9	47
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	401	162	563	184	379
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	6	5	11	1	10
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	35	31	66	35	31
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	86	39	125	42	83
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	81	50	131	26	105
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	43	45	88	29	59
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	0	2	2	0	2
Allocations pour perte de gain <i>Erwerbssersatz</i>	3	0	3	1	2
Allocations familiales cantonales <i>Kantonale Familienzulagen</i>	8	11	19	4	15
Allocations familiales dans l'agriculture <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	1	0	1	0	1
Aide financière assurance-maladie <i>Finanzielle Unterstützung KV</i>	1	0	1	1	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	0	0	0	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur réclamation (frais) Beschwerde g/ Einspracheentscheid (Kosten)	0	0	0	0	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	0	0	0	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours c/ décisions incidentes <i>Beschwerden g/ Zwischenentscheide</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	8	14	10	4

Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	<b>37</b>	<b>65</b>	<b>102</b>	<b>73</b>	<b>29</b>
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>746</b>	<b>443</b>	<b>1189</b>	<b>420</b>	<b>769</b>

Le nombre de causes introduites a baissé par rapport à l'exercice précédent (- 94 dossiers). Cette baisse est due à une baisse des dossiers d'assurance-invalidité (- 63 dossier) ainsi que dans les demandes d'assistance judiciaire (- 28 dossiers). S'agissant des causes d'assurance-invalidité, cette baisse ne représente qu'une diminution de 5 % dans la proportion qu'elles représentent par rapport aux autres natures juridiques. En effet, le contentieux AI représente toujours plus de 36 % des affaires dont est chargée la Cour des assurances sociales (contre 41% en 2008).

La liquidation a légèrement augmenté d'une trentaine de dossiers par rapport à l'année 2008, en particulier les rejets de recours.

Malgré la baisse des causes introduites durant l'année, on assiste à une légère augmentation (+ 20 dossiers) des affaires pendantes au 31 décembre 2009 par rapport aux dossiers pendants au 31 décembre 2008. Celle-ci s'explique toujours par l'ampleur des nouvelles affaires enregistrées en 2007 (540 dossiers, soit + 152 par rapport à 2006) et 2008 (537 dossiers) suite à la suppression de la procédure d'opposition en assurance-invalidité. Toutefois, la différence entre les entrées et les liquidations a fortement reculé à + 20 en 2009, contre + 244 en 2007 et encore + 150 en 2008.

En ce qui concerne l'ancienneté des affaires, la Cour des assurances sociales compte encore deux affaires de 2000 dans les domaines des allocations familiales dans l'agriculture et de l'assurance-vieillesse et survivants, une affaire de 2004 en prévoyance professionnelle, une affaire de 2006 en assurance-invalidité et 129 affaires de 2007.

Concernant l'une des deux affaires datant de 2000, une affaire d'escroquerie sur des allocations familiales, ce dossier est suspendu dans l'attente du jugement sur le recours déposé au Tribunal fédéral à la fin octobre 2009 contre le jugement pénal. La seconde affaire, en matière AVS, est toujours en attente de la taxation fiscale ordinaire de l'administration fribourgeoise. Le dossier 2004 est en cours d'instruction après que les deux jugements incidents ont été jugés irrecevables par le Tribunal fédéral. Quant à l'affaire de 2006, un projet de jugement est d'ores et déjà rédigé et la cause sera soumise pour jugement à la Cour lors de l'une des premières séances de l'année 2010.

Comme souligné lors de l'inspection du Conseil de la magistrature en novembre 2009, l'explication à la non-liquidation des dossiers 2007 encore pendants réside dans la conjonction de deux facteurs majeurs qui s'ajoutent au fait que la Cour a très vraisemblablement été insuffisamment dotée en personnel depuis sa création: d'une part, une surcharge manifeste que subit la Cour, surcharge due à l'augmentation du nombre des nouveaux recours en 2006 et en 2007, surtout en matière AI (+ 116 dossiers AI en 2006 et + 63 en 2007), et, d'autre part, les nombreux changements et congés intervenus chez les greffiers-rapporteurs en 2007 et également en 2009 ainsi que les absences du Président pour raisons de santé au début 2008 et à nouveau depuis l'automne 2009.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr abgenommen (- 94 Fälle). Diese Abnahme ist auf einen Rückgang im Rechtsgebiet der*

*Invalidenversicherung (- 63 Fälle) sowie bei den Gesuchen um unentgeltliche Rechtspflege (- 28 Fälle) zurückzuführen. Bei den Angelegenheiten der Invalidenversicherung stellt dies nur einen Rückgang von 5 % in Bezug auf ihr Verhältnis gegenüber den anderen Rechtsgebieten dar. Tatsächlich betrafen immer noch mehr als 36 % der eingetragenen Fälle des Sozialversicherungsgerichtshofes Streitigkeiten im Gebiet der Invalidenversicherung (gegenüber 41 % im Jahr 2008).*

*Die Anzahl der erledigten Angelegenheiten hat gegenüber 2007 um rund 30 leicht zugenommen, insbesondere die Abweisungen von Beschwerden.*

*Trotz dieser Abnahme der eingetragenen Angelegenheiten, haben die per 31. Dezember 2009 noch hängigen Angelegenheiten im Vergleich zu den per 31. Dezember 2008 hängigen Angelegenheiten leicht zugenommen (+ 20 Fälle). Dies erklärt sich nach wie vor mit dem Ausmass der im Jahr 2007 (540 Angelegenheiten, somit + 152 Fälle gegenüber 2006) und 2008 (537 Fälle) eingetragenen Angelegenheiten in Folge der Aufhebung des Einspracheverfahrens im Bereich der Invalidenversicherung. Dennoch hat die Differenz zwischen den eingetragenen und den erledigten Angelegenheiten stark auf + 20 im Jahr 2009, im Vergleich zu + 244 im Jahr 2007 und + 150 im Jahr 2008 abgenommen.*

*Was das Alter der Angelegenheiten betrifft, so sind beim Sozialversicherungsgerichtshof noch zwei im Jahr 2000 eingereichte Angelegenheiten aus den Bereichen landwirtschaftliche Familienzulagen und Alters- und Hinterlassenenversicherung hängig, eine Angelegenheit aus dem Jahr 2004 aus dem Bereich der beruflichen Vorsorge, eine Angelegenheit aus dem Jahr 2006 aus dem Bereich der Invalidenversicherung sowie 129 Angelegenheiten aus dem Jahr 2007.*

*Eine der beiden im Jahr 2000 eingereichten Angelegenheiten, in der es um die betrügerische Erwirkung von Familienzulagen geht, ist bis zum Ergehen des Entscheides des Bundesgericht in Bezug auf die Ende Oktober 2009 gegen das Strafurteil erhobene Beschwerde sistiert. In der zweiten Angelegenheit, aus dem Bereich der AHV, muss immer noch die ordentliche Steuerveranlagung der Freiburger Behörden abgewartet werden. Die im Jahr 2004 anhängig gemachte Angelegenheit ist in Instruktion, nachdem die zwei Zwischenentscheide durch das Bundesgericht als unzulässig erklärt wurden. Bezüglich der Angelegenheit von 2006 liegt ein Urteilsentwurf bereits vor und die Angelegenheit wird anlässlich einer der ersten Sitzung des Jahres 2010 dem Gericht zum Entscheid vorgelegt.*

*Wie bereits anlässlich der Inspektion durch den Justizrat im November 2009 betont wurde, erklären sich die nicht erledigten Angelegenheiten aus dem Jahr 2007 durch das Zusammenwirken von zwei Hauptfaktoren zusätzlich zur Tatsache, dass der Hof sehr wahrscheinlich seit seiner Gründung ungenügend ausgestattet gewesen war: Es sind dies einerseits die offensichtliche Überlastung des Hofes, welche auf die bedeutende Zunahme der Anzahl neuer Beschwerden in den Jahren 2006 und 2007 zurückzuführen ist, insbesondere im Bereich der IV (+ 116 Fälle im Jahr 2006 und + 63 Fälle im Jahr 2007), sowie andererseits die zahlreichen Wechsel und Urlaube bei den Gerichtsschreiber-Berichterstattem im Jahr 2007 wie auch im Jahr 2009 und die Abwesenheit des Präsidenten aus gesundheitlichen Gründen Anfang 2008 und wiederum seit Herbst 2009.*

**AUTORITE JUDICIAIRE POUR LES MESURES DE CONTRAINTE / RICHTERLICHE BEHÖRDE FÜR ZWANGSMASSNAHMEN**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	<b>106</b>	<b>101</b>
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	<b>106</b>	<b>100</b>
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	<b>1</b>	<b>1</b>

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Admission <i>Gutheissung</i>	<b>46</b>	<b>31</b>
Rejet <i>Abweisung</i>	<b>3</b>	<b>7</b>
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	<b>0</b>	<b>1</b>
Sans objet ou autre motifs <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	<b>2</b>	<b>2</b>
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
Détention confirmée <i>Genehmigung der Haft</i>	<b>53</b>	<b>59</b>
Détention refusée <i>Nichtgenehmigung der Haft</i>	<b>1</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>106</b>	<b>100</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Détention en vue du renvoi <i>Ausschaffungshaft</i>	<b>1</b>	<b>39</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>0</b>
Levée de la détention <i>Haftentlassungsgesuch</i>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>
Prolongation de la détention <i>Haftverlängerung</i>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>1</b>
Assignment au lieu de séjour <i>Zuweisung eines Gebietes</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Interdiction de pénétrer <i>Verbot, ein Gebiet zu betreten</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Détention en phase préparatoire <i>Vorbereitungshaft</i>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>0</b>
Fouille des biens et perquisition <i>Durchsuchung</i>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>
Renonciation à la procédure orale <i>Verzicht auf die mündliche Verhandlung</i>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>106</b>	<b>107</b>	<b>106</b>	<b>1</b>

Le nombre de causes introduites a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière (+ 5 dossiers). En ce qui concerne la liquidation, respectivement l'ancienneté des affaires, seule une affaire de 2009 était encore pendante au 31 décembre 2009. Elle a toutefois été jugée le 5 janvier 2010.

*Die Anzahl der neu eingetragenen Angelegenheiten ist im Vergleich zum Vorjahr leicht angestiegen (+ 5 Fälle). Was deren Erledigung bzw. das Alter der hängigen Angelegenheiten betrifft, so ist am 31. Dezember 2009 nur gerade noch eine 2009 eingereichte Angelegenheit hängig. Diese konnte zudem am 5. Januar 2010 erledigt werden.*

#### IV. RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

<b>Recours déposés / Eingereichte Beschwerden</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
I <sup>ère</sup> Cour d'appel / I. Appellationshof	10	12
II <sup>ème</sup> Cour d'appel / II. Appellationshof	17	19
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	2	12
Cour de modération / Moderationshof	3	2
Chambre des tutelles / Vormundschaftskammer	1	2
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	1	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	34	26
Chambre pénale / Strafkammer	12	14
Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer	7	4
I <sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	24	27
II <sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	17
III <sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	12	7
Cour fiscale / Steuergerichtshof	8	10
Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof	35	40
Autorité judiciaire pour les mesures de contrainte / Richterliche Behörde für Zwangsmassnahmen	6	0
<b>Total</b>	<b>184</b>	<b>192</b>

Le nombre de recours interjetés auprès du Tribunal fédéral est resté stable. On note toutefois une hausse de 30 % des recours déposés contre des arrêts de la Cour d'appel pénal.

Die Anzahl der beim Bundesgericht eingereichten Beschwerden ist stabil geblieben, wobei die Anzahl der Beschwerden, die gegen Entscheide des Strafappellationshofes eingereicht wurden, jedoch um 30% zugenommen hat.

<b>Recours traités / Erledigte Beschwerden</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
<b>Modes de liquidation / Erledigungsarten</b>		
<b>Tribunal cantonal - Cour plénière / Kantonsgericht - Gesamtgericht</b>		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	0	0
Irrecevables / Nichteintreten	1	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

<b>I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	5	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	5
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
<b>II<sup>ème</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	11
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
<b>Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
<b>Cour de modération / <i>Moderationshof</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
<b>Chambre des tutelles / <i>Vormundschaftskammer</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i></b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	5	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

<b>Chambre pénale / Strafkammer</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
<b>Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>I<sup>ère</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	11	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	6
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	0
<b>II<sup>ème</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>III<sup>ème</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

<b>Cour fiscale / Steuergerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	7	3
Irrecevables / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1
<b>Cour des assurances sociales / Sozialversicherungsgerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	7	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis et renvoi / Gutheissung und Rückweisung	6	8
Rejetés / Abweisung	21	19
Irrecevables / Nichteintreten	10	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	2	3
<b>Autorité judiciaire pour les mesures de contrainte / Richterliche Behörde für Zwangsmassnahmen</b>		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	2	0
Irrecevables / Nichteintreten	0	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Sans objet / Gegenstandslos	2	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>Total</b>	<b>194</b>	<b>176</b>